



CHAMBRE DES COMMUNES  
HOUSE OF COMMONS  
CANADA

# Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

---

AGRI • NUMÉRO 006 • 1<sup>re</sup> SESSION • 41<sup>e</sup> LÉGISLATURE

---

TÉMOIGNAGES

**Le jeudi 20 octobre 2011**

—  
**Président**

**M. Larry Miller**



## Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

Le jeudi 20 octobre 2011

• (1530)

[Traduction]

**Le président (M. Larry Miller (Bruce—Grey—Owen Sound, PCC)):** La séance est ouverte.

Pendant la première heure, nous allons entendre les témoins par vidéoconférence. Nous recevons aujourd'hui M. Joe Sardinha et M. Glen Lucas, de la British Columbia Fruit Growers' Association et, de Winnipeg, au Manitoba, M. Michael Trevan, doyen, et Mme Karin Wittenberg de l'Université du Manitoba.

Merci beaucoup à tous d'être ici.

Je crois que vous connaissez le sujet de nos discussions d'aujourd'hui, et j'aimerais que vous ne vous en écartiez pas.

J'ai hâte d'entendre vos témoignages.

Monsieur Sardinha, monsieur Lucas, lequel d'entre vous deux va commencer? D'une façon ou d'une autre, vous avez en tout, tous les deux, dix minutes.

Allez-y, s'il vous plaît.

**M. Joe Sardinha (président, British Columbia Fruit Growers' Association):** Je m'appelle Joe Sardinha, et je suis président de la B. C. Fruit Growers' Association.

M. Lucas n'est pas présent, je vais donc présenter seul l'exposé.

**Le président:** D'accord. Allez-y, monsieur Sardinha.

**M. Joe Sardinha:** Merci beaucoup de m'avoir donné cette occasion. Le miracle de la technologie moderne nous permet de participer à ces consultations, auxquelles j'aurais aimé participer en personne, mais, malheureusement, je suis encore occupé par la cueillette de mes pommes, ici, en Colombie-Britannique. Elle se fait un peu tard, cette année, et c'est pourquoi j'ai dû rester à la ferme.

En ce qui concerne la science et l'innovation, je crois qu'un bon choix d'investissement dans la recherche permettra aux exploitations agricoles d'innover, ce qui donnera naissance à un secteur agricole plus compétitif, mais surtout, plus rentable. Nous devons y arriver. Nous prévoyons également que les outils de gestion du risque que nous avons en main aujourd'hui et que nous mettons au point pour l'avenir seront moins en demande si nous réalisons les recherches fondamentales nécessaires pour l'ensemble de l'industrie.

La recherche est un élément essentiel du progrès constant de la qualité et de la productivité du secteur agricole. Elle est particulièrement importante pour le Canada, un pays exportateur qui dispose d'énormes ressources agricoles. Le Canada a un intérêt dans l'accroissement de la productivité agricole, et la recherche en est un élément clé.

La sécurité alimentaire n'est peut-être pas un problème, au Canada, mais il le sera si l'approvisionnement alimentaire faiblit. Le Canada cherche davantage à régler la question de l'augmentation du prix des aliments que celle du manque de nourriture. Par rapport au secteur agricole canadien, où la recherche de productivité n'est pas

aussi ferme que dans d'autres administrations concurrentes, nous savons que d'autres régions du monde connaissent des rendements supérieurs à ceux du Canada, et nous devons poursuivre dans la voie de la recherche et de l'innovation pour maintenir notre compétitivité dans ce domaine.

La valeur des inventions canadiennes peut également à elle seule compenser les investissements dans l'augmentation de la productivité. Cela est particulièrement important dans l'industrie des fruits de verger, pour la création de diverses variétés ou pour les programmes de sélection végétale dont nous disposons aujourd'hui. C'est la clé de l'innovation dans le secteur des fruits de verger.

J'aimerais parler d'une question dont nous avons déjà traité ici. Il s'agit de savoir quels sont les intérêts des producteurs agricoles, en particulier les producteurs de fruits de verger, pour ce qui est de la recherche? Les producteurs s'intéressent surtout à l'amélioration des pratiques horticoles, par exemple des systèmes d'irrigation plus efficaces, des méthodes d'élagage, de taille, de cueillette, de classification et d'entreposage des produits plus efficaces, grâce à l'automatisation et à la technologie informatique. Comme je l'ai déjà dit, il est absolument essentiel de produire de nouvelles variétés adaptées à notre climat nordique et aussi d'adopter des méthodes de lutte antiparasitaire meilleures pour l'environnement en s'inspirant de la réussite des méthodes de gestion intégrées et régionales de lutte antiparasitaire, qui permettent aux producteurs de faire face aux enjeux liés aux ravageurs et aux maladies qui se présentent aujourd'hui et à ceux qui se présenteront demain. Nous sommes un pays importateur, et il nous semble que de nouveaux insectes et de nouvelles souches de maladies aboutissent sans cesse sur nos côtes.

Quelle est la réalité? Nous avons vu avec l'exemple de Cultivons l'avenir 1 que la mise en oeuvre de programmes de recherche visant les produits horticoles canadiens de grande valeur doit être améliorée, de façon à assurer notre compétitivité et à produire de la valeur pour les Canadiens.

La décision de créer des grappes nationales en recherche scientifique était bien intentionnée, mais sa mise en oeuvre laissait à désirer. Le lancement s'est fait plus tard que prévu, et les critères d'admissibilité des projets de recherche ont été modifiés jusqu'à la dernière minute.

Le Conseil canadien de l'horticulture a assumé le rôle d'administrateur de la grappe des produits horticoles comestibles, et a fait un travail remarquable en composant avec les nombreux changements apportés à l'initiative des sciences depuis sa création. Sous la direction du CCH, l'industrie pomicole du Canada, dont je suis un intervenant important, a investi beaucoup d'énergie pour traduire les priorités provinciales au chapitre de la recherche en priorités nationales. L'industrie a ensuite proposé trois des projets qu'elle considérait comme les plus importants, tout comme l'ont fait les représentants d'autres secteurs de production du CCH. Nous avons présenté nos demandes à temps, mais les lignes directrices ont été modifiées après la date d'échéance, et deux des trois propositions de l'industrie ont été refusées car elles supposaient la participation d'employés fédéraux des centres de recherche d'AAC — certains des critères qui n'avaient pas été formulés lorsque l'industrie a commencé à définir ses priorités au chapitre de la recherche.

Ce processus a vraiment miné la confiance de l'industrie à l'égard des investissements en temps et en énergie, puisque les projets ont été refusés pour des motifs que nous jugeons inédits et illogiques.

Après ce désastre, le CCH a appris, cet été, qu'il restait des fonds non affectés supplémentaires destinés à la grappe agroscientifique. Tout le monde s'est bousculé pour présenter à la dernière minute des propositions de projet, dans le court délai imparti, afin de profiter de ce financement supplémentaire dont personne ne connaissait l'existence avant l'annonce du gouvernement. L'industrie pomicole a présenté une nouvelle proposition de projet, mais le tout s'est fait de manière très ponctuelle, et nous n'avons pas suivi le processus d'établissement des priorités comme nous l'avions fait au moment de définir nos trois projets précédents.

● (1535)

Est-ce que c'était le meilleur projet vu nos maigres ressources? Peut-être pas, mais il a à coup sûr révélé quelques-unes des lacunes du processus de financement, et tous les changements qui ont marqué l'initiative des grappes ont évidemment suscité beaucoup de confusion.

Si les associations agricoles sont prêtes à faire leur part et à investir dans la recherche, il est peut-être temps que les programmes gouvernementaux soient dès le départ plus transparents, et il est certain que l'initiative des grappes scientifiques aurait pu être plus transparente et que le programme aurait pu être mieux conçu, car nous avons vu de bien trop nombreux changements tout au long de la mise en oeuvre de ce programme. Il faut réduire la bureaucratie de manière à ne pas faire dérailler les efforts de l'industrie, laquelle veut miser sur la recherche, qui, c'est ma conviction, finira par rehausser la compétitivité et la rentabilité du secteur agricole.

Nous avons formulé des recommandations pour Cultivons l'avenir 2, et j'aimerais les soumettre à votre comité. Le gouvernement a mis l'accent sur la recherche dans d'autres domaines de l'agriculture et de la transformation, aux dépens de la recherche sur les pratiques horticoles, qu'on qualifie souvent de production primaire. Nous recommandons que le niveau de financement pour la recherche et les pratiques horticoles soit le même que pour les autres besoins en recherche.

Le gouvernement a laissé vacants des postes clés en recherche, lorsque le titulaire a pris sa retraite ou que sa retraite est imminente. Pendant une série de consultations, il y a quelques années, cette question était prioritaire, pourtant, aucune stratégie n'a été proposée, et l'érosion de notre capacité scientifique se poursuit.

En ce qui concerne les fruits de verger, nous recommandons d'embaucher un scientifique spécialisé en mauvaises herbes, un

physiologue spécialiste des fruits après la récolte ainsi qu'un phytogénéticien, pour remplacer les scientifiques du Centre de recherches agroalimentaires du Pacifique, à Summerland, qui viennent de prendre leur retraite ou qui vont bientôt le faire.

Nous recommandons le rétablissement de comités consultatifs des stations de recherche, formés de producteurs proposés par les associations provinciales de producteurs, et que ces comités puissent participer réellement à la planification des activités, y compris à la planification de la relève des chercheurs, et que des ressources adéquates et équilibrées soient affectées aux chercheurs principaux et au personnel technique de façon à garantir la parité des recherches dans le domaine horticole et dans les autres domaines.

Pour terminer, nous recommandons que le gouvernement fédéral prenne des mesures incitatives pour favoriser la consolidation de la recherche. Nous croyons qu'il est possible d'adopter dans toutes les stations de recherche du Canada une approche plus ciblée en matière de recherche. Nous recommandons que la Direction générale de la recherche d'Agriculture Canada prenne des mesures plus strictes pour regrouper de nouveau les activités de recherche; nous n'aurons peut-être pas un modèle selon lequel toutes les stations du Canada font des recherches horticoles, mais nous pourrions avoir ce qui sera à mon avis des centres d'excellence en recherche appliquée qui s'occuperont de tout ce qui concerne les produits horticoles, les semences, les céréales et les oléagineux, de même que des animaux et du bétail — ce seront des activités plus ciblées et beaucoup plus efficaces, et nous pourrions nommer des experts compétents à ces postes.

J'aimerais vous remercier de l'occasion que vous m'avez donnée de présenter mon exposé. J'ai essayé de faire vite; si vous avez des questions, ce sera pour moi un plaisir d'y répondre.

Merci.

● (1540)

**Le président:** Merci beaucoup.

Je donne maintenant la parole à M. Trevan et à Mme Wittenberg, pour quelques minutes seulement, s'il vous plaît.

**M. Michael Trevan (doyen, Université du Manitoba):** Merci beaucoup, mesdames et messieurs.

Je crois que nous allons présenter un point de vue universitaire, qui couvre une vaste gamme d'activités, et nous voulons parler de divers sujets qui sont plutôt généraux que spécifiques.

Une des choses qui nous préoccupent, en tant qu'universitaires, c'est la possibilité de réagir aux perceptions du public au sujet de l'agriculture. Ne pas pouvoir utiliser certaines innovations technologiques parce que la société s'y oppose, c'est pire que de ne pas en avoir du tout. Les sondages ont révélé que la plupart des consommateurs nord-américains, par exemple, prennent leurs décisions d'achat en fonction du goût, du caractère abordable et de la valeur nutritive. Mais leur perception de l'agriculture n'a-t-elle pas été trop déformée par les messages négatifs que font circuler divers groupements minoritaires? Nous croyons qu'à ce chapitre, AAC avec l'aide des universitaires et d'autres tierces parties, pourrait jouer un rôle en entamant un dialogue avec le public canadien au sujet du rôle du Canada et de sa capacité de contribuer à la sécurité nutritive mondiale. Je crois que, sans cela, il sera difficile de mettre en place une bonne partie des innovations qui verront bientôt le jour et qui, à notre avis, vont aider le secteur agricole canadien à s'adapter à un avenir incertain.

Laissez-moi seulement vous donner un exemple. On nous dit constamment que le climat est en train de changer, et c'est peut-être bien vrai. Si le climat change, nous ne savons pas précisément quelle en sera l'incidence sur la météo locale d'une région ou d'une autre du Canada. Nous avons besoin d'une stratégie pour nous assurer des récoltes; nous avons besoin de mettre au point des produits résistant au sel, à la sécheresse, à la chaleur, à l'humidité et au froid. Nous devons prévoir toutes les éventualités, mais si, au bout du compte, le public juge qu'il ne faut pas manger des produits génétiquement modifiés, nous ne pourrions pas utiliser les technologies que nous avons mises au point pour nous adapter à la situation. Et c'est une situation qui s'est produite, bien sûr, en Europe.

Nous devons trouver un moyen de réussir... et d'assurer une meilleure collaboration entre les universités, pour commencer, et avec AAC, les organismes provinciaux et l'industrie. Nous travaillons principalement à l'heure actuelle avec les provinces, puisque c'est ainsi que le financement est distribué, au Canada, mais ce n'est pas nécessairement très utile, puisque nous nous occupons d'une région géographique continue, les Prairies. Nous devons donc trouver le moyen de conclure des protocoles d'entente avec tous les intervenants d'une région géographique pour savoir ce qu'il faut mettre en chantier. Sans cela, nous ne serons pas en mesure de créer des produits innovateurs pertinents, que nous pouvons proposer à l'industrie agricole, puisqu'il faut les mettre au point avec son aide.

Je vais vous donner un exemple. Nous avons un troupeau de bovins à Brandon, au Manitoba. Nous aurions pu au cours des dernières années collaborer bien davantage au chapitre de la recherche et du développement, mais il est trop difficile de conclure des ententes et d'avoir accès aux installations ou aux animaux d'Agriculture Canada.

Un autre exemple très concret, c'est qu'il est extrêmement difficile d'accrocher un tracteur universitaire à une remorque de la DGSA, à cause des questions d'assurance. Donc, nous avons certes besoin d'innovations, mais pas seulement dans le domaine des sciences; il en faut aussi dans la façon dont nous faisons les choses actuellement.

L'agriculture est une industrie complexe. Elle a des répercussions sur la société, sur l'économie et sur la santé de l'environnement. Des enjeux complexes exigent des solutions complexes, et ces solutions complexes exigent l'adoption d'approches multidisciplinaires dans toutes les institutions, et un appui à long terme, non pas seulement à court terme. Les modèles qui permettent de relever les enjeux auxquels fait face l'agriculture nous semblent précieux, et nous croyons qu'il faut mieux les soutenir, si nous voulons que ces innovations multidisciplinaires voient le jour grâce à la coordination des projets et des activités.

Un des aspects auxquels il faudra nous attacher, dans ce domaine, serait donc peut-être d'exiger davantage de collaboration interprovinciale dans le cadre de Cultivons l'avenir 2.

Je vais laisser ma collègue, Mme Wittenberg, poursuivre l'exposé. Elle parlera en particulier des activités que nous menons et qui sont, à notre avis, importantes pour l'innovation et pour l'avenir de l'agriculture au Canada.

● (1545)

**Mme Karin Wittenberg (doyenne associée, Recherche, Faculté des sciences agronomiques et de l'alimentation, Université du Manitoba):** Merci.

L'Université du Manitoba investit stratégiquement dans six secteurs clés de la recherche et du développement. Et je crois qu'il est possible d'harmoniser les activités d'Agriculture et Agroalimentaire Canada au Manitoba dans plusieurs secteurs de façon à mettre

en place un leadership national dans le domaine de la formation des étudiants, de la recherche, du transfert de technologie, de la mise en marché et de la sensibilisation. Je veux dire par là non pas que les deux parties doivent s'engager dans toutes les activités, mais que, de concert, elles peuvent soutenir cet ensemble.

Il serait également possible que ces domaines contribuent à l'élaboration de stratégies de gestion du risque à l'échelle provinciale ou régionale, ou même, dans certains cas, à l'échelle nationale, pour composer avec l'évolution de l'environnement dans lequel nos producteurs et nos transformateurs exercent leurs activités, qu'il s'agisse de la transformation des marchés, de l'évolution des attentes sociétales ou, encore une fois, des changements climatiques.

Au Manitoba, nous avons beaucoup investi dans les domaines du bétail et de l'environnement, et le Manitoba est le chef de file pour ce qui concerne par exemple les émissions de gaz à effet de serre, la gestion des nutriments, la salubrité des aliments et la gestion de l'eau pour les systèmes de production intégrée pour le bétail et les grandes cultures. Nous sommes également assez avancés, ici, dans le domaine des aliments fonctionnels et nutraceutiques, de la santé des cultures et des végétaux et nous faisons des progrès dans le domaine de l'entomologie, qui est à notre avis très important, vu les changements de comportement dans notre environnement, les changements climatiques et météorologiques prévus et, enfin, dans la création d'un secteur des sous-produits durables.

Le cinquième domaine est lié à un phénomène que nous observons sur notre campus et dans plusieurs autres universités du Canada. Les universités sont de plus en plus engagées dans un dialogue avec les collectivités éloignées et les collectivités autochtones. C'est pour Agriculture et Agroalimentaire Canada une occasion unique de créer des liens avec des entités comme Affaires autochtones, ou avec un ministère provincial compétent, et avec nos universités à vocation agricole, et d'entamer des discussions touchant la sécurité nutritive ou, si vous préférez, pour élaborer une stratégie sur la nutrition pour un virage santé dans les collectivités éloignées et les collectivités autochtones du Canada.

Voilà les recommandations que nous aimerions soumettre au comité.

**Le président:** Merci beaucoup. J'apprécie le fait que vous ayez tous deux respecté le délai.

Nous allons maintenant passer aux questions.

Monsieur Atamanenko, vous avez cinq minutes.

**M. Alex Atamanenko (Colombie-Britannique-Southern Interior, NP):** Merci beaucoup, monsieur le président.

Merci à vous tous d'être venus ici.

C'est un plaisir de vous revoir, Joe.

Je vais essayer de scinder ma question en deux. Je vais peut-être m'adresser à vous d'abord, Joe. Vous avez parlé du fait que, pour certains de ces programmes, le concept était bon, mais que la mise en oeuvre pouvait être revue. Dans vos recommandations, vous avez parlé des postes en recherche. Comme vous le savez, j'ai discuté du centre de Summerland avec Greg Norton, qui représente les producteurs de cerises, et il s'inquiète du fait que les scientifiques, qui ont aidé l'industrie dans le passé, n'étaient pas remplacés.

Pourriez-vous me donner des détails précis, des données concrètes, et formuler des recommandations en ce qui concerne le centre de Summerland? Je vais ensuite passer à d'autres témoins.

**M. Joe Sardinha:** Merci, Alex.

Pour commencer, pour en revenir à l'initiative des grappes scientifiques, je crois que c'était une idée fantastique qui a réellement permis à l'industrie de diriger le travail — de déterminer et de cerner les priorités, d'élaborer des propositions de projet, puis d'utiliser la part de 75 p. 100 du financement du gouvernement. C'était une initiative fantastique. Mais, au bout du compte, comme c'était nouveau pour tout le monde, on n'avait pas réfléchi au programme dans son ensemble, et on n'a pas arrêté de modifier les buts et les jalons. C'était frustrant, pour l'industrie. Du jour au lendemain, nous ne savions plus où nous en étions. Heureusement, au fil du temps, nous avons réussi à mettre des projets en oeuvre, et nous comptons sur le financement généreux du gouvernement fédéral.

En ce qui concerne la station de recherche de Summerland, nous avons constaté des lacunes. Il n'y a pas de chercheur en pathologie depuis maintenant deux ou trois ans, depuis que M. Peter Sholberg a pris sa retraite. Nous avons travaillé avec Frank Kappel, du programme de sélection des cerises. Il a un dossier extraordinaire à son actif. Il vient de prendre sa retraite. Il n'y a donc plus de spécialiste de la sélection des cerises à Summerland. Je dois rappeler aux membres du comité que Summerland est un centre de sélection des cerises de renommée mondiale. Environ 80 p. 100 des nouvelles variétés de cerises du monde entier ont été produites à Summerland. C'est grâce à lui que le programme canadien de sélection végétale a acquis un si grand prestige.

Nous avons aujourd'hui une spécialiste de la sélection des végétaux, mais sa spécialité, c'est les pommes. Nous aimerions que quelqu'un vienne travailler et s'occuper des cerises, en raison de notre bonne réputation.

D'autres personnes vont bientôt prendre leur retraite. Nous devons conserver la capacité de nos installations de recherche. L'horticulture ne semble pas très importante dans le programme agricole canadien. Nous n'exportons pas autant que les autres secteurs, comme les céréales et les oléagineux, ou encore le boeuf et le porc. Mais l'horticulture, c'est important. Et nous devons conserver notre position de chef de file de la recherche au Canada. C'est pourquoi nous sommes très préoccupés par le rythme de remplacement très lent des titulaires de ces postes importants, qui s'occupent des priorités de l'industrie.

● (1550)

**M. Alex Atamanenko:** Monsieur Trevan, vous avez abordé la question des OGM et des façons de prévenir la faim dans le monde. Ce ne sont pas les caractères génétiquement modifiés qui expliquent la hausse du rendement. On n'a pas encore trouvé une solution à la faim dans le monde. Les recherches portent surtout sur deux caractères: la résistance aux herbicides et la résistance aux pesticides.

Par contre, il y a des gens sur le terrain, par exemple des intervenants d'Oxfam, que j'ai rencontrés il y a quelques jours. Il y a aussi des organisations comme l'Union of Concerned Scientists et l'IAASTD. Ces gens affirment que ce qu'il faudrait faire, pour nourrir le monde, c'est de mettre en place une agriculture locale durable et de donner davantage d'importance au secteur biologique local.

Ce sont deux points de vue. J'aimerais que vous les commentiez.

**M. Michael Trevan:** C'est très intéressant. Un des problèmes, c'est que c'est extrêmement complexe. Il ne s'agit pas simplement de choisir entre des cultures génétiquement modifiées et une agriculture biologique. Si vous voulez un végétal plus productif, que la sélection a été faite de manière conventionnelle ou qu'une certaine forme de génie génétique soit intervenue, il faudra presque inévitablement lui donner plus d'eau. Mais d'où vient cette eau? Votre stratégie dépend de la région où vous allez faire pousser votre plante: une région

aride, semi-aride, une région où l'eau est abondante. Et c'est de cela que je voulais parler, quand j'ai parlé de la complexité du système agricole.

C'est facile pour les groupes d'intérêt de choisir au hasard un problème et d'exiger qu'il soit réglé immédiatement, peu importe les coûts, sans réfléchir aux conséquences inattendues de ces mesures. C'est pourquoi je rappelle qu'il faut s'assurer que le public est bien informé et qu'il puisse faire des choix éclairés, non pas des choix fondés sur des informations partielles ou inspirés par des lobbys puissants. C'est cela qui me préoccupe.

S'il est plus facile pour un petit agriculteur de l'Inde, qui possède peut-être un hectare de terrain, de faire de la culture biologique en utilisant de l'engrais de ferme, tant mieux. Il n'y a pas de solution universelle. Mais le problème c'est que, chaque fois qu'on aborde ce type de problèmes, il semble souvent qu'il n'existe qu'une seule solution. Et c'est là qu'il faut amener le public à participer davantage au débat sur l'importance de l'industrie agricole. Après tout, nous avons trois milliards de personnes de plus à nourrir, et nous n'avons que 40 ans pour le faire.

**Le président:** D'accord. Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à M. Lemieux, qui a cinq minutes.

**M. Pierre Lemieux (Glengarry—Prescott—Russell, PCC):** Merci, monsieur le président.

Un des aspects importants de notre travail au sein du comité est d'étudier la question des sciences et de l'innovation et de chercher des moyens de mieux soutenir ces activités. J'aimerais poser une question au représentant de la BC Fruit Growers' Association.

Vous avez reçu du financement, environ 2,3 millions de dollars. Cette somme a été versée à la Okanagan Plant Improvement Corporation pour qu'elle produise de nouvelles variétés de pommes et de cerises douces. Ce n'est pas le gouvernement à proprement parler qui dirige ces recherches. Nous faisons parvenir de l'argent à une société qui coordonne la recherche. Je voulais avoir votre opinion sur le sujet, parce que vous avez parlé de la pénurie de chercheurs au sein du gouvernement. J'ajouterais qu'il y a également eu des discussions au sujet de l'industrie. Elle se consacre aux besoins des agriculteurs, aujourd'hui et à court terme, mais également sur la commercialisation des produits de la recherche qui est actuellement menée. Je me demandais si vous ne pourriez pas nous dire à quel endroit l'argent serait dépensé le plus efficacement. Est-ce que c'est dans les centres et les organismes de recherche du gouvernement? Est-ce que ce serait plutôt les sociétés privées, qui pourraient mener des recherches pour le compte de l'industrie et de ces organisations?

● (1555)

**M. Joe Sardinha:** Personnellement, je crois que c'est un peu des deux.

L'Okanagan Plant Improvement Corporation est une filiale à 100 p. 100 de la BC Fruit Growers' Association. Il est évident que son travail consiste à commercialiser les nouvelles variétés. Elle n'a jamais eu le mandat d'en créer. Au fil du temps, nous avons établi d'excellentes relations avec Agriculture et Agroalimentaire Canada, à Summerland, et avec les phytogénéticiens qui y travaillaient. Comme vous le savez, l'Okanagan Plant Improvement Corporation s'occupe de la mise en marché de toutes les nouvelles variétés mises au point à la station de Summerland.

Au fil du temps, naturellement, la PICO a présenté, par le truchement du programme de Développement de produits agricoles innovateurs (DPAI), une demande de financement importante, comme vous l'avez mentionné — 2,3 millions de dollars. Cet argent va vraiment générer des bénéfices partout au Canada, en raison de la capacité de production du programme de sélection de Summerland. La PICO va par la suite proposer les nouvelles variétés de plantes et les nouveaux cultivars aux producteurs de toutes les régions du Canada, et ces derniers pourront les mettre à l'essai dans leur climat particulier, pour savoir s'ils sont viables et s'il est possible d'en faire la culture. Une bonne partie de cet argent est consacré à des essais de plantation à durée limitée, dans toutes les provinces, et offre à l'industrie du Québec, de la Nouvelle-Écosse, de l'Ontario ou du Nouveau-Brunswick, par exemple, la possibilité de faire les premiers essais. Le financement provient de ce programme de DPAI, que la PICO utilise également.

Il y a toujours un lien très serré et une très bonne relation entre les employés d'AAC et la PICO. En ce qui concerne la mise en marché, la PICO partage les redevances avec AAC, ce qui couvre une partie des coûts de la phylogénétique. C'est une situation où tout le monde trouve son compte. Je crois que la collaboration a vraiment porté fruit. Et je ne verrais certainement pas d'un bon œil que l'on transfère toutes ces activités à l'industrie, car il n'y a pas de meilleur exemple de collaboration — et nous parlons vraiment de collaboration — que la collaboration entre l'industrie et des chercheurs qui sont, essentiellement, des employés d'AAC.

**M. Pierre Lemieux:** D'accord. Merci.

J'aimerais poser à Michael et à Karin des questions sur la commercialisation.

Il arrive parfois que l'on mène des recherches sans nécessairement obtenir un produit qui sera commercialisé, et qui est un produit utilisable par les agriculteurs, par exemple. Nous avons entendu des témoins précédents dire que cela les préoccupait, parce qu'ils estiment que les ressources consacrées à la recherche étaient maigres et, il faut vraiment que la recherche vise la création de produits commercialisables, qui seront au bout du compte utilisés par les agriculteurs.

Je me demandais quelle était votre opinion et si votre expérience vous permet de dire s'il faut accorder la priorité à l'un ou à l'autre objectif. On ne peut pas donner tout à l'un, et rien à l'autre. Il ne se dépense pas beaucoup d'argent du côté de la commercialisation, pour le moment, et si on changeait... Pourriez-vous faire un commentaire à ce sujet — si le financement de la recherche était davantage axé sur la commercialisation, on pourrait mener des recherches plus ciblées, mais le produit final serait plus facilement commercialisable?

**Mme Karin Wittenberg:** Merci. Il y a deux points que j'aimerais souligner.

Premièrement, j'ai parlé de stratégies qui permettent à diverses entités de travailler de concert, dans le cadre d'un ensemble. L'avantage, c'est que les gens qui se trouvent en première ligne, ceux qui font la recherche, ont plus de facilité à savoir quels besoins ont été cernés, à la fin du processus, par les producteurs, les transformateurs ou les autres membres de l'industrie. Nous avons parfois perdu de vue ce tableau d'ensemble. Nous avons peut-être bien fait du côté de la recherche, mais elle n'allait pas dans la direction que nous devons prendre. C'est l'un des deux points que je voulais souligner.

Le second point, c'est que nous avons peut-être au Canada un peu de difficulté au chapitre de la gestion des droits de propriété intellectuelle — c'est une façon de le dire. En conséquence, nous

voyons parfois des cas où des gens cherchent à contourner cet écueil, car il faut énormément d'énergie humaine pour aller jusqu'à l'étape de la commercialisation. Je crois que ce cas s'est probablement déjà présenté au ministère, et nous en avons été témoins dans les milieux universitaires. Ce qui a bien marché, en souplesse, c'est plutôt dans le domaine de la mise au point de variétés ou dans les programmes de phylogénétique. Je crois que cela fonctionne bien. Dans certains cas, cela se passe également bien et la PI pourra passer directement à un système de transformation. Il y a d'autres exemples, de nouveaux outils pour les évaluations environnementales, ou d'autres cas, encore, où les progrès ne sont pas aussi aisés. C'est une des choses que je voulais vous dire.

Dans le domaine de l'agriculture, les problèmes que nous devons relever ne concernent pas tout simplement la recherche de produits que nous pouvons breveter et commercialiser, pour assurer notre réussite. Il y a aussi des pratiques et des procédés qui sont très importants pour nos exploitants agricoles et pour nos transformateurs primaires et secondaires, et nous n'avons pas nécessairement à leur faire traverser tout ce processus. Ce dont ces gens ont besoin, c'est de pouvoir proposer de nouveaux outils qui leur permettront de réagir aux changements du marché ou encore aux changements environnementaux dès qu'ils se produisent. Dans une certaine mesure, ce que nous voudrions, c'est de pouvoir faire évoluer les pratiques et les procédés exemplaires, par exemple les technologies de traitement écologique, sans nécessairement avoir à breveter et à protéger un produit, mais plutôt de manière à permettre à l'industrie de s'en inspirer et de les utiliser le plus rapidement possible. C'est là que nous rencontrons certains obstacles.

● (1600)

**Le président:** Merci.

M. Valeriotte n'a pas de questions.

Nous passons à M. Zimmer.

**M. Bob Zimmer (Prince George—Peace River, PCC):** C'est un plaisir de vous voir, Joe. C'est agréable de voir parmi nous quelqu'un qui n'hésite pas à mettre la main à la pâte.

Je sais que vous avez fait part de vos préoccupations touchant la façon dont le programme était dirigé autrefois. J'aimerais que vous vous attachiez, comme vous l'avez déjà fait, aux aspects positifs de nos investissements.

Pourriez-vous nous en dire un peu plus sur les retombées positives de notre programme?

**M. Joe Sardinha:** Vous parlez de l'initiative des grappes scientifiques?

**M. Bob Zimmer:** C'est cela, exactement.

**M. Joe Sardinha:** Les retombées positives sont nombreuses. Ce qui est clair, c'est que les cinq groupes de produits agricoles se sont réunis pour examiner les priorités provinciales de chacun des groupes, qu'ils ont évalué les priorités au chapitre de la recherche et qu'ils ont ensuite cherché à définir les priorités nationales. C'est pour cela que l'exercice a vraiment débouché sur un consensus et a permis à chacun des groupes d'accomplir de l'excellent travail. À partir de là, bien sûr, on a pu proposer quelques formidables projets afin de pouvoir profiter d'un financement assez généreux du gouvernement fédéral, à mes yeux, et d'un financement de 25 p. 100 de l'industrie. Dans certains cas, il est difficile pour l'industrie de fournir même une telle part, mais nous considérons que c'est un assez bon pourcentage du financement, car il a permis de stimuler la mise en oeuvre de recherches dont nous avons grand besoin dans ces domaines prioritaires.

La principale retombée négative est probablement la suivante. Nous avons entendu dire, dans d'autres grappes horticoles, que les centres de recherche d'AAC allaient être mis à contribution. Quand est venu le tour de la grappe des produits horticoles comestibles, nous avons appris, à la toute dernière minute, qu'aucun centre de recherches ou employé d'AAC n'avait la permission de participer à un projet ou un autre du CCH, ce que nous ne savions pas. Le sentiment de frustration vient de là. C'est quand les choses ne sont pas claires dès le départ.

Cela a donné beaucoup de maux de tête aux intervenants de l'industrie, mais aussi à ceux de notre association nationale, le Conseil canadien de l'horticulture, qui a remué ciel et terre afin que les choses fonctionnent pour son groupe de produits agricoles. Je crois que le CCH a fait un travail formidable, ce qui ne veut pas dire que le personnel d'AAC n'a pas fait preuve de souplesse en essayant de nous accommoder.

Je crois que l'initiative était trop nouvelle — c'était une nouvelle orientation —, et qu'on n'a peut-être pas eu le temps de régler tous les problèmes d'une manière convenable.

Pour la suite des choses, je dirais que, si le gouvernement fédéral voulait, disons, reprendre cette initiative, en profitant des leçons apprises, ce serait une magnifique occasion. De plus, dans le cadre de l'initiative nationale des grappes de recherche scientifiques, nous mettons à contribution davantage d'intervenants des milieux universitaires ou des chercheurs provinciaux, et les projets de collaboration sont donc beaucoup plus larges.

• (1605)

**M. Bob Zimmer:** Vous avez jeté la lumière sur quelques-unes de ces suggestions.

Pourriez-vous formuler votre principale suggestion d'amélioration? Que feriez-vous pour que cela fonctionne mieux la prochaine fois?

**M. Joe Sardinha:** Ce qui est frustrant, c'est qu'il ne faut pas changer le programme à la dernière minute.

Je vais vous donner un exemple; cela s'est déroulé au mois d'août dernier. Au départ, on avait dit au Conseil canadien de l'horticulture que l'initiative de la grappe des produits horticoles comestibles allait avoir droit à un budget de 3,6 millions de dollars, ou quelque chose comme cela. Le budget a été ramené à 2,7 millions de dollars. Les groupes de produits agricoles ont donc travaillé en fonction de ce montant, en tenant compte du fait qu'il y aurait également des frais administratifs pour le CCH, et nous avons donc fait ce qu'il fallait pour choisir des projets auxquels nous tenions. Nous avons aussi réduit notre échelle. Chaque groupe de produits agricoles a eu à choisir un projet, parfois deux, peut-être, si le financement était suffisant. Et nous y sommes arrivés.

Tout d'un coup, 18 mois après le lancement de l'initiative Cultivons l'avenir, nous apprenons d'AAC que voilà qu'un autre montant de 900 000 \$ est offert au CCH. Il est un peu tard pour annoncer à un organisme national de prestation de projets que vous pouvez lui verser ce financement supplémentaire, alors que les projets en cours sont déjà bien engagés. Et voilà que, surprise, vous disposez de 16 mois, si vous pouvez présenter de nouveaux projets et obtenir ce financement supplémentaire, pour réaliser un projet de recherche qui doit être terminé le 31 mars 2013.

**Le président:** D'accord, très bien.

Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à Mme Raynault, et nous allons revenir à vous tout de suite après, monsieur Valeriote.

[Français]

**Mme Francine Raynault (Joliette, NPD):** Ma question s'adresse à M. Sardinha.

Vous avez dit plus tôt que, depuis trois ans, les pathologistes n'étaient pas remplacés. Qu'arrive-t-il avec la recherche dans ce cas? Que pouvons-nous faire pour remplacer ces chercheurs? Que nous suggérez-vous de faire pour les remplacer afin que vous ayez l'aide nécessaire pour produire des plans en fonction de la nouvelle température? Que nous suggérez-vous?

[Traduction]

**M. Joe Sardinha:** Merci de cette question.

Il est évident que nous avons besoin d'un pathologiste à Summerland, surtout que le Centre de recherches agroalimentaires de Summerland met beaucoup l'accent sur l'horticulture.

La vallée de l'Okanagan est reconnue pour ses arbres fruitiers, mais aussi pour ses vignes. Elle s'est taillée une assez bonne réputation dans ces domaines, et il est certain que l'industrie de cette région a besoin de pathologistes.

Je me demande cependant combien de temps nous pourrions tenir sans chercheur, parce que je me souviens du travail parfois si important que faisait le chercheur qui a pris sa retraite.

J'aimerais proposer, si nous avons de la difficulté à attirer des candidats des universités canadiennes, pour combler ce poste, que nous jetions un oeil du côté des universités étrangères. Les autres pays possèdent une formidable expertise, et, dans bien des cas, les experts viennent de pays où ils ont appris l'anglais. Ce sont des spécialistes déjà formés, prêts à faire des recherches.

• (1610)

[Français]

**Mme Francine Raynault:** Cela vous rendrait service? Si possible, vous aimeriez qu'il y ait des gens qui viennent de l'extérieur du Canada? Est-ce bien ce que j'entends de votre part?

Monsieur le président, je pense qu'il n'y a pas d'interprétation.

Vous n'avez pas compris ma question, monsieur Sardinha?

[Traduction]

**M. Joe Sardinha:** Oui, j'ai compris. Si nous avons de la difficulté à combler les postes de chercheurs laissés vacants par les chercheurs et les scientifiques canadiens qui partent à la retraite, eh bien je crois que nous devrions chercher ailleurs. Peu importe que les candidats viennent des États-Unis ou d'Europe, s'ils ont les compétences et les qualifications nécessaires; je crois que nous devons trouver le moyen de combler les vides, car nous voyons que la situation ne s'améliore pas et qu'elle ne s'améliorera pas si nous ne faisons rien. Il me suffit de me rendre dans mon propre centre de recherche — il est à seulement trois kilomètres de mon domicile et de ma ferme — pour voir beaucoup de têtes grises et rencontrer beaucoup de chercheurs qui vont bientôt prendre leur retraite. C'est plutôt alarmant de constater qu'il y a déjà des postes vacants qui ne sont pas comblés.

[Français]

**Mme Francine Raynault:** Les personnes ne sont pas remplacées parce qu'il n'y a pas de relève? Les gens ne sont pas là pour occuper les postes et ne sont pas formés pour cela?



[Traduction]

**M. Joe Sardinha:** Eh bien, c'est en partie cela. Quand je parle des chercheurs qu'il faut remplacer, je parle habituellement de ceux qui ont bien sûr obtenu un doctorat. Nous avons d'autres chercheurs, des étudiants des cycles supérieurs, par exemple, mais ils n'ont pas les qualifications nécessaires pour remplacer les gens qui sont partis à la retraite. Nous devons en fait trouver des chercheurs qui ont le même niveau de compétence.

[Français]

**Mme Francine Raynault:** D'accord.

Est-ce qu'il me reste un peu de temps, monsieur le président?

[Traduction]

**Le président:** Il vous reste environ une demi-minute.

[Français]

**Mme Francine Raynault:** Ma question s'adresse à Mme Wittenberg.

J'ai entendu dire que les universités dialoguaient avec les Autochtones. Voulez-vous nous en parler durant le peu de temps qu'il me reste, s'il vous plaît?

[Traduction]

**Mme Karin Wittenberg:** Ici, à l'Université du Manitoba, l'un des piliers de notre avenir est lié à l'éducation des collectivités éloignées et des collectivités autochtones et au dialogue avec leurs membres.

Nous savons que la sécurité alimentaire est un problème. Nous savons que les collectivités du Nord ne peuvent pas intervenir dans la chaîne des valeurs alimentaires sur laquelle elles s'appuient ou qu'elles en ont une connaissance limitée. Et le secteur agricole a la possibilité de contribuer de manière positive à la bonne alimentation et à l'amélioration de la santé de ces collectivités.

À mon avis, il faut au départ établir un bon dialogue et créer des programmes ciblés, fondés sur ce dialogue. Il ne s'agit pas de prescrire; il s'agit de créer quelque chose avec la collaboration des entités avec lesquelles ces collectivités entretiennent déjà un dialogue, ou il faudra créer quelque chose de toutes pièces.

Je crois que le secteur agricole a un rôle à jouer, mais nous ne maîtrisons peut-être pas bien le processus qui permet d'établir un dialogue et de répondre aux besoins. Le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du Canada, de même que les universités, tout comme la nôtre, ont un rôle à jouer, et il se peut très bien que d'autres ministères fédéraux ou provinciaux aient leur part à faire dans ce domaine.

**Le président:** Merci beaucoup.

Nous donnons maintenant la parole à M. Valeriotte. Vous avez cinq minutes.

**M. Frank Valeriotte (Guelph, Lib.):** Merci, monsieur le président.

Je crois que mes questions s'adressent plutôt à Michael et à Karen, à Winnipeg, mais Joe et Glen peuvent eux aussi intervenir.

J'ai en fait deux questions.

Cette semaine, le groupe d'experts du gouvernement sur le soutien fédéral de la recherche-développement a signalé que les dépenses des entreprises canadiennes en R-D diminuent chaque année depuis 2006, en valeur réelle comme en pourcentage du PIB. Le groupe d'experts a aussi souligné que le taux de 1 p. 100 du PIB qui correspond aux dépenses des entreprises canadiennes dans la

recherche et le développement est bien inférieur à la moyenne des autres pays de l'OCDE, qui est de 1,6 p. 100.

Ma première question est la suivante: êtes-vous d'accord avec cette évaluation et pensez-vous qu'il est temps maintenant de combler la différence?

Ma seconde question concerne la commercialisation. Je suis originaire de Guelph. L'innovation dans le domaine de l'agriculture et de l'alimentation est très forte, à Guelph, que ce soit à l'université ou dans les grappes qui évoluent autour d'elle. On n'arrête pas de me dire, par exemple Dave Smardon, de Bioenterprise, ou des représentants d'autres organismes, entre autres un nouveau centre d'innovations qui vient de s'installer à Guelph, qu'il faut aider les innovateurs à commercialiser leurs produits — autrement dit, à mettre leurs idées sur le marché...

Je me demandais si vous croyez qu'il y un problème et si vous en connaissez la solution — par exemple, les actions accréditives ou les autres crédits d'impôt pour stimuler cette industrie.

•(1615)

**Mme Karin Wittenberg:** Je vais parler de la commercialisation. Je vais vous donner un exemple de commercialisation qui, à mon avis, n'a pas été reconnu.

Nous comptons dans la province une usine de traitement du bioéthanol. Elle s'est acquise une très bonne réputation en raison de la qualité de la drêche sèche de distillerie qu'elle produisait, grâce à la collaboration avec des spécialistes de la nutrition des animaux de l'Université du Manitoba, qui ont montré aux responsables de l'usine comment les pratiques de transformation pouvaient influencer sur la qualité de la drêche sèche de distillerie et comment cette drêche variait, d'un cycle à un autre. Les responsables de l'usine, sachant comment résoudre leur problème, les ont écoutés et ont produit une drêche sèche de distillerie de première qualité pour l'industrie des aliments pour animaux.

Est-ce que nous considérons que c'est une réussite sur le plan de la commercialisation? Selon les critères habituels, non, car il n'y a pas eu de produit qui a été commercialisé et qui est en vente; pourtant, cette usine de transformation et les producteurs qui achetaient ce produit ont tous les deux gagné quelque chose. Voilà un des points que je voulais souligner.

En ce qui concerne les investissements, le Manitoba est peut-être un modèle par rapport à ce que nous avons observé ailleurs au Canada. Il n'y a peut-être pas beaucoup de sièges sociaux, au Manitoba, et les sièges sociaux ont tendance à prendre les décisions en matière d'investissement. C'est un peu le même scénario, à l'échelle du Canada, et cela m'inquiète, parce que les entreprises prospères sont souvent achetées par des multinationales, et les décisions qui concernent les réinvestissements et les investissements dans la recherche ne sont pas souvent favorables aux activités de l'entreprise au Canada.

Je crois donc que vous avez soulevé un très bon point. Mais je ne sais pas vraiment comment renverser la tendance. Je suis sûre que le système des crédits d'impôt fait partie de la solution, mais les petites entreprises — du moins ce que je connais d'expérience au sujet des petites entreprises et de Revenu Canada — ont de la difficulté à savoir où se trouvent ces programmes et comment en profiter, et également avec les tâches administratives que cela suppose.

Je crois que vous avez soulevé un très bon point. Il existe déjà probablement des solutions.

**M. Michael Trevan:** Laissez-moi ajouter ceci. Avant de m'installer au Canada, je travaillais pour un organisme qui s'appelle la London Development Agency. Mon rôle était de trouver une façon de tirer de la technologie des 42 universités, instituts d'études supérieures et entités du genre installés à Londres. Ce qui est devenu très évident, c'est que le problème tenait non pas à ce que les universités ne pouvaient pas faire — elles avaient beaucoup d'idées —, mais au fait que les petites entreprises n'avaient pas le temps de partir à la recherche de ces idées. La solution était donc de donner de l'argent aux industries de façon qu'elles puissent chercher, par exemple dans les universités, des solutions aux problèmes qu'elles éprouvaient.

Voilà donc une façon de les encourager à innover.

Mais je crois que, par ailleurs, si vous tenez compte de l'histoire du blé dans les Prairies, le rendement est probablement, aujourd'hui, équivalent à environ 240 p. 100 de ce qu'il était il y a 100 ans. L'augmentation du rendement est en majeure partie dû aux changements des pratiques agronomiques. Il ne s'agit pas vraiment d'un produit qui aurait été commercialisé, mais elles ont fait une énorme différence au chapitre du rendement d'une exploitation agricole. Dans le secteur de l'agriculture, les exemples comme celui-là sont nombreux.

Je crois qu'il est plutôt rare qu'un nouveau produit soit mis au point et qu'il soit possible de le vendre dans l'industrie agricole.

En ce qui concerne vos chiffres sur les dépenses en R-D, je les prends pour ce qu'ils sont. Ils ne me surprennent pas vraiment.

•(1620)

**Le président:** Merci beaucoup.

Je donne maintenant la parole à M. Lobb. Vous avez cinq minutes.

**M. Frank Valeriote:** Monsieur le président, il y a quelqu'un au bout de la table qui a essayé d'attirer votre attention.

**Le président:** C'est M. Trevan.

**M. Michael Trevan:** Ce n'était pas moi.

**Le président:** Monsieur Sardinha, est-ce que vous avez essayé...?

**M. Joe Sardinha:** Oui. Je voulais faire une petite observation, monsieur le président.

**Le président:** Soyez très bref, car nous n'avons déjà plus de temps.

**M. Joe Sardinha:** Je vais parler en tant que producteur, pour ce qui concerne la baisse des investissements en R-D.

Ce n'est pas un mystère. Depuis quatre ans, la Colombie-Britannique enregistre une baisse du revenu agricole net. Le fond de roulement représente un problème pour les gens, les associations et les coopératives. Il suffit de jeter un oeil sur l'initiative des grappes scientifiques. Si le gouvernement fédéral avait fourni seulement 50 p. 100 du financement, je crois que la participation aurait été beaucoup plus faible. Les agriculteurs sont à court d'argent; s'ils ne l'étaient pas, nos investitions beaucoup plus d'argent tiré de notre poche dans la recherche et le développement, croyez-moi.

**Le président:** Monsieur Lobb, vous avez cinq minutes.

**M. Ben Lobb (Huron—Bruce, PCC):** Merci, monsieur le président.

Ma première question s'adresse au doyen ou à la doyenne associée, s'ils veulent bien répondre.

Pourriez-vous rendre compte, aux membres du comité, de certaines histoires de réussite en matière de collaboration avec Agriculture et Agroalimentaire Canada, avec l'industrie ou même

avec les producteurs eux-mêmes, ou encore avec des organismes du secteur agricole avec lesquels vous avez collaboré pendant la première phase de Cultivons l'avenir, et en vous attachant en particulier au volet des sciences et de l'innovation?

**Mme Karin Wittenberg:** Je ne sais pas si j'ai bien compris la portée de ce que vous avez dit. Voulez-vous un exemple qui concerne la collaboration entre l'université, Agriculture et Agroalimentaire Canada et l'industrie?

**M. Ben Lobb:** Si vous le pouvez, donnez-nous des exemples de partenariats entre votre faculté et Agriculture et Agroalimentaire Canada ou avec l'industrie, des partenariats qui ont donné des résultats concrets. Je crois que c'est là ma question.

**M. Michael Trevan:** Je crois que le cas le plus connu, c'est la relation qui s'est établie entre un de nos ingénieurs des biosystèmes et les entomologistes d'Agriculture Canada dans le dossier de l'entreposage des céréales.

L'entreposage des céréales est un enjeu dans bien des régions du monde. En Chine, les problèmes d'entreposage entraînent chaque année la perte d'un volume de céréales plus grand que ce que le Canada produit. Les scientifiques ont donc conçu ensemble un compartiment à grain grandeur nature où il est possible de reproduire les conditions environnementales de n'importe quelle région du monde et de déterminer les conditions touchant le déplacement des insectes et l'infestation par des insectes. Ce modèle a eu tellement de succès que les Chinois, et maintenant les Indiens, le copient; les Ukrainiens s'y intéressent également.

Cela ne serait pas arrivé sans la capacité unique de ces scientifiques de travailler ensemble malgré ce type de frontières organisationnelles. Et cela a réussi en partie parce que le Centre de recherches sur les céréales d'Agriculture Canada, où travaillent ces entomologistes, se trouve sur notre campus.

**Mme Karin Wittenberg:** Il y a d'autres exemples dans le domaine des aliments fonctionnels et nutraceutiques. Le Richardson Centre, où travaillent des scientifiques et des techniciens d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, et le Centre canadien de recherches agroalimentaires en santé et médecine, le CCARM, où travaillent de concert nos professeurs et les scientifiques d'AAC, ont mis au point de nouveaux produits. Leur travail a suscité beaucoup d'intérêt de la part de l'industrie; l'industrie, non seulement celle de la région, mais aussi celle du pays et de l'étranger, s'y intéressent et veulent investir.

Nous avons la capacité de créer la masse critique d'experts nécessaires pour mener à terme certains de ces grands programmes, qui sont une condition de la réussite.

**M. Ben Lobb:** Ma prochaine question s'adresse également à vous deux.

Projetons-nous dans l'avenir. Supposons que la prochaine phase de Cultivons l'avenir prévoit un financement accru pour la science et l'innovation, ce qui voudra dire, probablement, qu'il y aura davantage de projets de collaboration entre l'industrie, les producteurs et les milieux universitaires. Comment allez-vous faire pour augmenter l'effectif des chercheurs et des professeurs, si cela est possible? Comment la faculté fait-elle pour constituer un effectif de réserve à cette fin? Et combien de temps faut-il pour s'adapter à l'augmentation du financement et du nombre de projets?

Le problème, s'il y a une augmentation du financement, c'est que nous voulons à tout prix éviter que les universités nous reviennent en disant qu'elles n'auront pas avant quelques années l'effectif de réserve suffisant pour gérer les projets.

•(1625)

**Mme Karin Wittenberg:** Nous allons bientôt annoncer un projet de recherche sur le bétail et le fourrage, assorti d'un budget de trois millions de dollars. Laissez-moi vous dire que nous avons pour commencer cherché à réunir des coordonnateurs de la recherche. Ce sont eux qui peuvent, dès le départ, réunir les équipes afin qu'elles cherchent à déterminer ce qui serait un bon programme et une bonne stratégie de recherche. Ce sont également eux qui, une fois que le financement a été versé, soutiennent la coordination du projet de recherche entre les diverses disciplines et les diverses institutions. Nous sommes déjà allés jusqu'au Texas pour mener une recherche de façon conforme aux objectifs du programme et du projet concerné. Quand on peut s'appuyer sur une bonne coordination, c'est beaucoup plus facile de faire le travail et de respecter les échéances.

Le second point concerne les problèmes liés aux exigences de la comptabilité moderne — il faut composer avec les changements de dernière minute. Nous avons aussi de la difficulté avec cela. Les programmes à long terme sont probablement la meilleure des solutions. De manière générale, le montant d'argent est déjà convenu, et souvent les décisions sur ce financement ne se prennent pas à la dernière minute, c'est-à-dire à la troisième ou la quatrième année d'un programme de cinq ans. Savoir si l'argent est utilisé de manière efficace devient donc un problème.

**M. Michael Trevan:** Est-ce que je peux ajouter quelque chose?

**Le président:** Oui, mais très rapidement.

**M. Michael Trevan:** Je crois que la capacité de recherche est en place; je ne veux pas vous sembler désinvolte, mais c'est toujours l'argent qui a raison. Nos chercheurs scientifiques sont toujours en train de demander des subventions de recherche. S'il y en a une qui leur semble particulièrement attrayante, c'est celle-là qu'ils vont demander plutôt qu'une autre. La capacité est en place; la question est de savoir s'il y a assez d'argent pour acheter cette capacité.

Dans certains secteurs, je me demande si la capacité est vraiment en place; c'est pourquoi nous investissons en entomologie. Nous prévoyons que, d'ici quelques années, puisque les entomologistes principaux vont prendre leur retraite, il y aura un vide dans la nouvelle équipe des entomologistes professionnels. Nous sommes l'une des dernières universités du Canada à offrir un programme de formation de second cycle en entomologie. Nous avons le seul département d'entomologie du Canada. Je crois que si vous veniez nous proposer dix millions de dollars et que nous pouvions dépenser cette somme de la façon qui nous plaît, nous aurions de la difficulté à trouver la capacité de le faire.

Malgré cela, je serais d'accord.

**Le président:** Merci. Nous n'avons plus de temps.

J'aimerais remercier les témoins qui ont pris le temps de venir comparaître ici aujourd'hui. Votre témoignage a été très précieux. Bonne chance dans votre travail.

Monsieur Sardinha, j'espère que votre récolte sera bonne et que vous la terminerez à temps.

**M. Joe Sardinha:** Merci.

**Le président:** Merci tout le monde. Nous allons prendre une pause avant de passer aux témoins suivants.

•(1625)

\_\_\_\_\_ (Pause) \_\_\_\_\_

•(1625)

**Le président:** Nous sommes prêts à reprendre.

Madame Buhr et monsieur Boon, merci d'être venus ici aujourd'hui.

J'aimerais rappeler aux témoins que nous nous intéressons actuellement aux sciences et à l'innovation, et je leur demanderai de ne pas s'éloigner de ce sujet.

Pour commencer, nous donnons la parole à Mme Buhr, de l'Université de la Saskatchewan.

•(1630)

**Mme Mary Buhr (doyenne et professeure, College of Agriculture and Bioresources, University of Saskatchewan):** Merci beaucoup. Je suis heureuse d'avoir l'occasion de comparaître devant le comité.

J'étais à Ottawa, un peu plus tôt cette semaine, pour une réunion qui portait sur l'avenir des animaux d'élevage et des besoins alimentaires au Canada et à l'étranger; j'ai donc eu le plaisir de m'attarder afin de pouvoir venir ici en personne. C'est agréable de vous rencontrer.

Je voulais pour commencer discuter de ce qui représente pour moi les principaux problèmes du secteur agricole canadien et à partir de là, parler de certaines des meilleures solutions qu'Agriculture et Agroalimentaire Canada peut offrir, à mon avis.

Personne ne peut contester que l'un des principaux enjeux, pour l'agriculture du Canada, mais également pour l'agriculture mondiale, concerne la sécurité alimentaire dans l'avenir. Vous pouvez donner la définition que vous voulez à la sécurité alimentaire, mais, fondamentalement, il s'agit de l'accès matériel et économique à des aliments salubres et nutritifs: il faut répondre aux besoins alimentaires, respecter les préférences alimentaires et en fournir suffisamment pour que les gens puissent mener une vie active et saine. Nous devons envisager la question de la sécurité alimentaire en tenant compte de ce que l'on sait au sujet de la croissance de la population mondiale. Nous allons atteindre le chiffre de sept milliards de personnes ce mois-ci. Nous devrions atteindre le chiffre de neuf milliards de personnes d'ici 2040 ou 2050. Et les diverses projections vont bien au-delà de ces chiffres dans les années suivantes. Nous devons être capables de nourrir toutes ces personnes, mais également notre propre population, et en fait, selon les estimations, nous devons augmenter la production d'aliments d'au moins 70 p. 100 de plus que la production actuelle — il faudra produire 170 p. 100 plus d'aliments dans 40 ans qu'aujourd'hui. C'est énorme. C'est terrifiant. En augmentant la superficie des terres arables, on ne pourra obtenir au plus qu'une augmentation de 10 p. 100 de la production alimentaire. Il n'existe tout simplement pas suffisamment de terres arables dans le monde pour y arriver.

Nous sommes aujourd'hui sept milliards de personnes, et on sait que 1,3 milliard d'entre elles souffrent de malnutrition grave ou de famine; une proportion raisonnable de ces personnes se retrouve dans nos collectivités, comme je l'ai déjà mentionné, dans nos collectivités éloignées, nordiques, dans les centres-villes et à proximité. Donc, quand nous parlons de sécurité alimentaire, nous parlons d'une chose qui est importante pour nous-mêmes, également, et c'est pourquoi il est vraiment, mais vraiment essentiel de s'attaquer à ce type d'enjeux.

Et en plus d'avoir à produire 170 p. 100 plus de nourriture, nous devons le faire en gérant mieux l'environnement, car nous n'avons pas vraiment un dossier reluisant à ce chapitre à l'heure actuelle. Cela veut dire que nous devons être plus intelligents sur le plan de l'écologie. Nous devons adopter davantage de pratiques vertes et durables. Nous ne devons pas utiliser les produits renouvelables seulement pour produire de la nourriture. Nous devons en tirer des aliments pour animaux, des fibres, de l'énergie, des plastiques, un peu de tout, des produits nutraceutiques et cosméceutiques — j'ai toujours de la difficulté à prononcer ce mot. Nous devons penser au fait que tout ce que nous produisons doit provenir de ressources renouvelables, dans un monde où les ressources en eau sont devenues incroyablement limitées, et nous devons éviter également de créer des problèmes de pollution supplémentaires.

Comment allons-nous faire? Encore une fois, les problèmes semblent presque terrifiants. C'est pour nous un impératif moral de nourrir la population mondiale et de mieux nous occuper de notre environnement. C'est pour nous un impératif moral de mieux nous occuper de la population du Canada. Un impératif moral, c'est une chose; cela sonne bien. Mais en pratique, il est clair que l'insécurité alimentaire — un accès insuffisant à une bonne alimentation et à une eau propre — est une cause incontestable des troubles sociaux et de l'instabilité générale. C'est probablement un des principaux facteurs qui ont amené le peuple égyptien à envahir les rues, et cela va bien au-delà de cela.

Il y a donc des motifs éthiques et des motifs politiques, mais si nous voulons vraiment être absolument pragmatiques, il y a un troisième motif qui doit nous pousser à étudier la question. Si nous pouvons produire beaucoup plus que maintenant, nous allons donner à nos producteurs et à notre pays la possibilité de faire d'énormes profits, grâce à des exportations déjà fort lucratives de produits agricoles et des produits de la R-D. Il y a donc des raisons très bien tranchées pour lesquelles nous devons aller de l'avant.

Nous devons faire face à un grand problème, celui de la sécurité ou de l'insécurité alimentaire, mais aussi à un deuxième, qui s'y ajoute, et je parle des changements climatiques.

•(1635)

Selon les estimations, dans le monde, le climat va changer. La plupart des gens sont d'accord sur ce fait, et la plupart des travaux scientifiques rigoureux le confirment, mais il n'est pas nécessaire d'y croire, il n'y a qu'à voir les tempêtes, les pluies, la sécheresse, au Texas, où cela fait des mois qu'il n'a pas plu, tous les changements dans le monde pour comprendre qu'il faut que nous soyons capables de nous adapter aux énormes variations dans l'environnement, dont on tire notre nourriture et dans lequel nous faisons de l'agriculture.

Je crois qu'il vous suffit de regarder ce qui se passe en Arctique pour comprendre que quelque chose a vraiment changé, et nous devons être prêts à y faire face. Mais d'un autre côté, si nous adaptons nos pratiques et nos produits à une grande diversité de climats, nous allons non seulement répondre à nos besoins immédiats, ici même au pays, mais, encore une fois, ce climat existe également ailleurs dans le monde, et nous pouvons vendre notre expertise. N'est-ce pas? C'est quelque chose que nous pouvons exporter, et, en faisant cela, nous changeons les choses.

Encore une fois, la question de l'eau représente un obstacle. La biodiversité, c'est quelque chose que nous devons protéger.

La troisième chose dont je voulais parler un peu, ce sont les politiques. On ne peut pas vraiment douter du fait qu'un des principaux problèmes des agriculteurs du Canada concerne les politiques et les règlements en matière d'agriculture et les aspects de

l'innovation scientifique. Dans la plupart des déclarations récentes du gouvernement fédéral qui concernent la science et l'innovation, le mot « agriculture » est absent. Nous parlons de science et d'innovation, nous parlons aussi à l'occasion de commercialisation, ou encore d'environnement, mais on ne prononce pas le mot « agriculture ». Et si vous n'intégrez pas le mot « agriculture » à cet édifice, vous dites en fait que l'agriculture, dans sa forme actuelle, qui a puisé dans la science si puissante pour au bout du compte l'appliquer, qu'elle n'est pas importante. Le Canada ne peut pas affirmer devant le monde entier qu'il défend et soutient la science et l'innovation dans le domaine agricole, pour l'avenir. Nous parlons bien des sciences et de l'innovation, mais l'agriculture est laissée dans l'ombre. Je crois que c'est un signal important, et nous ne voulons pas l'appuyer, en ce qui me concerne, du moins, et je suis partiale. Il y a beaucoup d'autres enjeux stratégiques, mais je vous ai exposé les enjeux fondamentaux.

L'autre chose dont je voulais vraiment vous parler en détail, c'est qu'il faut des gens très qualifiés. Un personnel hautement qualifié, c'est d'une importance vitale. Nous devons former des gens pour qu'ils puissent aller dans l'industrie, aller dans les exploitations agricoles, aller dans les entreprises, et venir dans nos établissements d'enseignement.

Alors, qu'est-ce qu'Agriculture Canada devrait faire à ce sujet? Agriculture Canada devrait se concentrer sur les recherches à long terme qui coûtent cher et qui sont lentes, parce que ni les universités, ni l'industrie ne peuvent vraiment mener de telles recherches efficacement. Il y a les aspects liés à la sélection des animaux et des végétaux... il faut étudier les nouvelles espèces, qui serviront dans de nouveaux environnements ou des environnements hostiles. Il y a aussi ce qu'on appelle l'analyse du cycle de vie. Il y a également ce qu'on appelle la nutrignomique — l'étude de la nutrition et de ses effets sur le fonctionnement de nos gènes.

Agriculture Canada pourrait également participer à des projets de collaboration en R-D et à la formation de personnel hautement qualifié. Il faut bien sûr mettre à profit les leçons tirées des projets de la grappe. Nous devons collaborer de diverses façons et éliminer les obstacles, comme d'autres personnes l'ont déjà dit.

Ensuite, Agriculture Canada doit monter dans l'arène et promouvoir les politiques et les règlements qui peuvent soutenir les pratiques souhaitables pour l'industrie: la réglementation du commerce; des normes de pratique favorables à la durabilité et à la santé, que l'on parle de la santé humaine ou de la santé de l'écosystème; la salubrité des aliments et la sécurité des gens.

Merci.

**Le président:** Merci beaucoup.

Monsieur Boon, vous avez au plus dix minutes.

**M. Kevin Boon (directeur général, British Columbia Cattle-men's Association):** Merci beaucoup de me donner l'occasion de vous présenter mon exposé. Mon exposé sera peut-être un peu plus court que ce que je vous ai remis, tout simplement parce que j'avais ajouté une partie sur la gestion des risques opérationnels, dont je ne parlerai pas puisque vous vous préoccupez de la science et de l'innovation. Je vais donc sauter cette partie, mais vous pourrez la consulter dans la version écrite, et je pourrai répondre à vos questions à ce sujet s'il le faut.

**Le président:** Je vous en remercie. Si vous voulez nous envoyer ce document sur papier en anglais et en français, nous pourrions le distribuer plus tard. Donc, encore une fois, merci beaucoup.

**M. Kevin Boon:** Merci beaucoup.

Malgré les difficultés auxquelles elle a fait face au cours des huit dernières années, l'industrie du boeuf demeure l'une des industries qui génère les plus importantes recettes à la production au Canada. En 2010, les recettes des bovins et des veaux ont atteint, au Canada, plus de 6 milliards de dollars, tandis que la production de boeuf représentait 24,6 milliards de dollars. À cet égard, la Colombie-Britannique comptait pour environ 4,5 p. 100 du troupeau canadien.

Il est très important que nous reconnaissons l'apport économique de l'industrie bovine, mais nous devons aussi tenir compte de l'apport des producteurs qui sont les intendants de la terre. En Colombie-Britannique, environ 85 p. 100 des terres agricoles disponibles, qui couvrent environ 25 millions d'hectares, sont utilisées à des fins de production bovine. La société dépend d'un environnement propre et d'une eau pure. À titre d'intendants des terres à long terme, nos producteurs doivent continuer d'assumer cette responsabilité.

On doit aussi mettre l'accent sur les différences régionales. Nous savons et nous comprenons que Cultivons l'avenir 2 est un programme fédéral qui suppose un partenariat avec les provinces et les territoires, mais il faut bien comprendre qu'un programme uniformisé ne peut pas fonctionner en raison des écarts entre les régions. Par exemple, l'élevage de bétail en Colombie-Britannique présente des défis et des avantages uniques qui le distinguent de l'élevage dans les Prairies. Les programmes doivent être suffisamment souples pour que les provinces et les territoires puissent les adapter et pour combler les écarts.

Nous avons formulé certaines demandes pour l'accord Cultivons l'avenir 2, et je vais vous parler de certains éléments qui devraient, à notre avis, être pris en considération en ce qui concerne l'investissement du programme en matière d'environnement, de santé animale et de salubrité des aliments à la ferme. Il serait important, pour le nouvel accord Cultivons l'avenir, de faire des recherches et d'élaborer des programmes visant à protéger la santé du troupeau canadien, de même que des programmes de salubrité des aliments à la ferme et des mesures d'amélioration et de protection de l'environnement. Toutefois, la recherche en soi n'est pas suffisante. Il faut aussi qu'il soit possible de mettre en oeuvre les programmes de façon rentable.

Les agriculteurs et les éleveurs ont la responsabilité de protéger une grande part des terres du Canada. Il faut donc prévoir des ressources pour des programmes de conservation et des outils de gestion, de façon à ce que les éleveurs soient mieux en mesure de continuer à maintenir et à améliorer les écosystèmes des pâturages, de même que la biodiversité, la conservation et l'habitat de la faune. Le grand public exige de plus en plus une production alimentaire durable sur le plan environnemental, et il va de soi qu'il incombe en grande partie au producteur de répondre à cette exigence. Cependant, le grand public doit être prêt à rémunérer les producteurs pour les pertes financières causées par la faune.

Les mesures qui incitent à de saines pratiques de gestion doivent être récompensées, et non assujetties à l'impôt. À l'heure actuelle, la Colombie-Britannique impose une taxe sur les émissions carboniques, mais elle est la seule province à le faire, et elle n'a aucune mesure d'incitation concernant la séquestration du carbone. Quand des taxes sont imposées dans une province et ne le sont pas dans les autres, cela entraîne des écarts sur le plan des coûts de production, ce qui nuit à la concurrence. Nous sommes fermement convaincus que c'est dans ce contexte que la recherche et les programmes concernant les initiatives liées au carbone doivent être envisagés, et ce, en collaboration à l'échelle nationale, à mesure que l'on progresse.

Les pratiques en vigueur au Canada en matière de bien-être des animaux, de salubrité des aliments à la ferme, de propreté de l'eau et d'environnement sont des atouts négociables sur le plan commercial et, si l'on veut pouvoir s'en servir sur les marchés national et étranger, il faut y consacrer suffisamment de ressources.

L'accès aux fonds doit demeurer simple. À l'heure actuelle, les programmes de Cultivons l'avenir sont souvent si restrictifs qu'ils ne peuvent être utilisés de façon efficace ou constructive. Il faut réduire la paperasserie et laisser plus de place au bon sens.

Il faut prévoir un financement pluriannuel des projets et des programmes. Quand des délais budgétaires sont imposés, les projets ne sont pas aussi rentables pour l'industrie. On ne peut pas compromettre la valeur d'un projet à cause d'un délai à respecter qui vienne nuire aux résultats du projet. Il faut qu'un financement pluriannuel soit accessible, surtout pour la recherche et pour les initiatives Agri-flexibilité.

En ce qui concerne la recherche et l'amélioration de la réglementation, de même que le développement des marchés, il y a trois points que nous aimerions mentionner.

D'abord, le financement de la recherche doit être inclus dans la prochaine initiative Cultivons l'avenir. Une étude nationale des prélèvements menée en mars 2010 a révélé que chaque dollar investi dans la recherche rapporte 46 \$. Bon nombre des critères actuels de Cultivons l'avenir rendent obligatoires des délais de production de rapports, ce qui fait porter l'accent sur la recherche, plutôt que sur le travail le plus important dans le cadre du projet. Une plus grande flexibilité pourrait permettre à la recherche de se faire de façon intégrée.

• (1640)

La réglementation est un aspect essentiel de notre industrie pour garantir la sécurité et les possibilités de commercialisation de nos produits, mais elle doit être mise en place de façon prudente et consciencieuse. Nous avons vu, par le passé, que le fait de créer et d'appliquer des règlements plus stricts que dans d'autres administrations vient nuire à notre compétitivité. Pour être concurrentiels sur le plan national et international, nous devons être prudents et éviter de nous retrouver dans une position où la réglementation viendrait limiter notre compétitivité. Il est plus facile de créer un règlement que d'en modifier ou d'en éliminer un, et c'est pourquoi l'adoption de tout règlement doit se faire en fonction de résultats scientifiques et du bon sens.

Le développement des marchés, sur la scène tant nationale qu'internationale, exige de la collaboration, de la coopération et de la coordination. Le gouvernement doit continuer de jouer un rôle dynamique dans la création de marchés, et il doit faire preuve de diligence de façon à négocier un accès important à ces marchés tout en limitant le plus possible les restrictions et les règlements et en s'assurant que ceux-ci s'appuient sur des fondements scientifiques, et non politiques. Une fois que l'industrie obtient l'accès à un marché, elle peut essayer d'agrandir celui-ci, mais, bien souvent, elle est entravé par des ressources limitées. Le commerce au Canada et transfrontalier est essentiel à la viabilité à long terme de l'industrie bovine au Canada. Si l'on reconnaît que l'industrie bovine contribue grandement à l'économie canadienne, il est dans l'intérêt supérieur du gouvernement de continuer d'investir dans l'avenir de l'industrie.

En résumé, si l'on se demande quelle forme devrait prendre le prochain accord Cultivons l'avenir, on ne peut que conclure qu'il faut absolument se préoccuper de l'augmentation de l'importance de la production alimentaire au cours des décennies à venir. Avec l'augmentation de la population mondiale, la demande alimentaire deviendra plus forte pour un petit nombre de nations qui seront en mesure de produire plus qu'elles ne consomment.

Le Canada doit conserver sa position enviable de nation produisant plus de nourriture qu'elle n'en consomme. Plus la population mondiale augmentera, plus les nations qui se trouvent dans cette situation seront rares. C'est pour cela, et seulement pour cela, que l'agriculture deviendra l'une des ressources les plus recherchées du monde, ce qui en fera un moteur économique encore plus puissant pour le Canada. Si les agriculteurs et les éleveurs canadiens n'atteignent pas la rentabilité, de plus en plus de terres agricoles deviendront la propriété d'investisseurs étrangers.

Les programmes conçus dans le cadre de l'initiative Cultivons l'avenir doivent favoriser la stabilité pour les personnes qui produisent la nourriture. Nous vous demandons avec insistance de faire preuve de bon sens dans l'élaboration du programme national, de réduire la paperasserie et la réglementation, et d'avoir une vision claire de la position que souhaite occuper le Canada à titre de fournisseur de produits alimentaires partout dans le monde.

Le gouvernement ne peut pas élaborer ces programmes à lui seul. Il doit entretenir une relation ouverte avec l'industrie pour que celle-ci puisse formuler des commentaires pertinents qui mèneront à des mesures de la part du gouvernement.

Merci.

• (1645)

**Le président:** Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à M. Rousseau, pour cinq minutes.

[Français]

**M. Jean Rousseau (Compton—Stanstead, NPD):** Merci beaucoup, monsieur le président.

Ma première question s'adresse au Dr Buhr.

[Traduction]

Je m'excuse si je n'ai pas bien prononcé votre nom.

[Français]

L'Union européenne s'est dotée d'un plan stratégique en matière d'agriculture qui vise à développer la production en utilisant la moitié des ressources. Clairement, l'innovation devra être au cœur du nouveau plan Cultivons l'avenir.

Croyez-vous que le Canada peut s'inspirer d'un tel plan et avons-nous actuellement les ressources pour atteindre un tel niveau d'efficacité agricole en matière environnementale et de productivité?

[Traduction]

**Mme Mary Buhr:** Le Canada peut le faire. L'une des choses qui a bel et bien été dites, clairement, pendant la conférence à laquelle j'ai assisté, c'est que nous pourrions dès maintenant accroître la productivité et l'efficacité de la production pour répondre aux besoins en alimentation. Ce que nous ne savons pas encore avec certitude, c'est s'il est possible de distribuer efficacement la nourriture et d'avoir toute l'incidence que nous devrions avoir.

À l'heure actuelle, l'efficacité n'est pas la même pour toutes les cultures et les produits. Prenons, par exemple, les cultures d'OGM qui résistent aux herbicides ou aux pesticides; nous constatons que nous pouvons produire davantage sur la même parcelle de terrain en

utilisant moins de pesticides et d'herbicides grâce à la génétique. Toutes ces choses sont donc grandement interreliées.

L'autre aspect auquel nous devrions nous attarder, un aspect dont nous pourrions nous occuper, à AAC, et en collaboration avec le reste de la communauté de recherche, c'est la réduction des déchets. On estime qu'il y a, dans le meilleur des cas, 30 p. 100 des denrées alimentaires qui sont gaspillées, que ce soit par des pertes au moment de la récolte, pendant l'entreposage ou au moment de la transformation. Si nous pouvons réduire ces pertes imputables au gaspillage, nous accroîtrons automatiquement la quantité de denrées alimentaires disponibles. Nous aurons donc accru notre efficacité en ne faisant rien d'autre que de récolter, entreposer et transformer les aliments de façon plus efficace. Ce sont tous des éléments qui, si nous nous intéressons à eux, peuvent avoir une incidence importante.

L'autre aspect lié à l'efficacité qui mérite que nous soyons méticuleux concernant toute cette question est celui de la salubrité des aliments. Quand nous entreposons de la nourriture, nous ne faisons pas que l'entreposer et la conserver. Elle doit conserver ses qualités nutritives, et elle doit être saine et sûre. C'est un problème qui comporte des facettes multiples. Les grands esprits disent que nous pouvons y arriver si nous le voulons.

• (1650)

**M. Jean Rousseau:** Merci.

Monsieur Boon, quel type d'innovation scientifique a été utile à l'industrie bovine au cours des dernières années? Est-ce que le plan Cultivons l'avenir a été utile d'une façon ou d'une autre?

**M. Kevin Boon:** Oui, il a aidé. La plupart de nos recherches ont été faites et organisées à l'échelle nationale avec la Canadian Cattlemen's Association par l'entremise de la grappe scientifique. Il y a eu une quantité incroyable de recherches. Prenons seulement l'ESB — je refuse de parler de maladie de la vache folle en public parce qu'elle n'était pas folle, elle était seulement un peu fâchée. Si l'ESB n'était pas entrée au Canada, s'il n'y avait pas eu la science et la recherche canadiennes, le monde serait probablement en retard de dix ans. C'est nous qui avons fourni les résultats scientifiques qui ont prouvé que cette maladie n'était pas un aussi grand danger pour la santé humaine que ce que l'on croyait initialement. C'est ce type de recherche et de données scientifiques produites ici même au Canada qui a suscité un changement à ce sujet partout dans le monde.

Malheureusement, on n'a pas respecté les résultats scientifiques dans le commerce. C'est là que le croisement doit se faire. Quand la recherche et la science révèlent qu'il existe un meilleur mécanisme, nous devons nous assurer de ne pas être pénalisés sur le plan commercial.

**M. Jean Rousseau:** Madame Buhr, que pouvons-nous faire à propos des changements climatiques — de la science et des changements climatiques? Y existe-t-il un moyen de prévoir les répercussions dans diverses régions?

**Mme Mary Buhr:** Ce serait formidable s'il y en avait, et je pense que les travaux des météorologues et des autres scientifiques doivent justement porter sur cet aspect de la science et de la technologie. Bien honnêtement, le mieux que nous puissions faire, c'est de trouver des façons de nous adapter aux climats variables de façon à accroître nos cultures, à disposer de meilleures pratiques, et à avoir divers types d'espèces animales mieux adaptées à des climats plus variés. Nous aurons ainsi des options et des outils qui pourront nous servir quel que soit le type de climat avec lequel nous nous retrouvons.

**M. Jean Rousseau:** Monsieur Boon, avez-vous quelque chose à ajouter à ce sujet?

**M. Kevin Boon:** J'aimerais simplement ajouter que, pour notre industrie, l'un des aspects les plus importants concernant les changements climatiques, c'est le fait que nous devons nous assurer que la recherche et la technologie sur les plantes fourragères et les graminées continuent de nous permettre de nous adapter à ces changements.

**Le président:** Monsieur Zimmer, vous avez cinq minutes.

**M. Bob Zimmer:** Merci.

J'ai une question pour M. Boon.

Depuis que j'ai assisté à des réunions des engraisseurs de bovin de North Peace et de South Peace à Dawson Creek et à Montney, je commence à me sentir très près de l'industrie et à comprendre quelques-unes de ses préoccupations, de même que son apport pour notre province, plus précisément la Colombie-Britannique.

Les gens savent peu que l'Alberta n'est pas la seule province canadienne à vendre du boeuf. Nous en avons aussi beaucoup à vendre en Colombie-Britannique.

J'aimerais vous demander ce que, d'après vous, notre gouvernement a fait, concernant plus particulièrement la Colombie-Britannique — et, auparavant, dans le cadre du programme Cultivons l'avenir — pour aider plus particulièrement les producteurs de bovins de la Colombie-Britannique.

**M. Kevin Boon:** Nous avons bel et bien quelques difficultés avec le gouvernement de la Colombie-Britannique. L'un des problèmes ou des obstacles les plus importants, c'est le fait que le budget de la province en agriculture n'est pas énorme, et que cela ne semble pas être une priorité là-bas.

Cela dit, son aide nous a été utile — l'initiative avait été annoncée en 2010, mais nous avons eu accès aux fonds en 2011 — dans le cadre d'une initiative Agri-flexibilité conjointe pour la recherche et la mise en marché. Il s'agissait d'un financement de cinq millions de dollars — deux millions à l'échelle provinciale et trois millions à l'échelle fédérale. Cette initiative prenait la forme d'une mesure incitative de la part du gouvernement de la Colombie-Britannique, et elle a été mise de l'avant en partie par le groupe de travail sur l'élevage que nous avons mis sur pied ensemble en 2009.

L'un des problèmes auxquels nous avons été confrontés — et il touche plutôt la question de la gestion des risques opérationnels —, c'est que le gouvernement de la Colombie-Britannique n'a pas participé par le passé. C'est l'une des raisons pour lesquelles, quand nous participons à l'échelle fédérale, nous pensons qu'il y a des améliorations qui doivent être apportées aux évaluations, à la façon dont les choses se passent et sont mises en oeuvre, de façon à ce que nous puissions obtenir un système plus juste à l'échelle de tout le pays. C'est pour cette raison que, quand une province voisine obtient de l'aide ou un programme, cela entraîne des écarts sur le plan concurrentiel, en plus de fluctuations sur le marché qui peuvent être très néfastes pour la province. C'est l'un des problèmes que nous avons eus en Colombie-Britannique — simplement être prêts à relever le défi.

• (1655)

**M. Bob Zimmer:** Bien sûr. Je voulais parler, plus précisément, du rôle du fédéral dans la production bovine en Colombie-Britannique. En quoi notre programme fédéral est-il avantageux pour les producteurs bovins de la Colombie-Britannique?

**M. Kevin Boon:** Le programme que nous avons maintenant mis de l'avant dans le cadre d'Agri-flexibilité, vous voulez dire?

**M. Bob Zimmer:** Oui.

**M. Kevin Boon:** À l'heure actuelle, il est très utile. Nous venons tout juste de mettre le programme en marche. De nombreux projets de recherche sont mis sur pied. Cependant, pour ce qui est de la commercialisation — et nous collaborons très étroitement avec le gouvernement de la Colombie-Britannique à ce sujet, notamment au sujet du commerce avec le marché asiatique — nous considérons la Colombie-Britannique comme une passerelle vers le Canada.

Compte tenu de la façon dont se fait la production bobine en Colombie-Britannique, je pense que nous faisons surtout de l'élevage de reproducteurs. Nous n'avons pas la capacité de produire suffisamment de grains dans le bon secteur pour nourrir nos bovins jusqu'au bout, ce qui fait qu'ils se retrouvent, au bout du compte, en Alberta ou aux États-Unis. Nous essayons de trouver des façons plus novatrices de les garder chez nous. Quand je dis chez nous, je parle du Canada. Nous n'aimons pas voir notre bovin être nourri aux États-Unis parce que l'une des principales choses que nous pouvons faire pour notre industrie et pour notre économie, c'est d'y ajouter de la valeur. Quand nous commençons à envoyer à l'étranger des produits bruts, quelle que soit leur destination — les États-Unis, des pays d'outre-mer ou l'Asie —, nous perdons la possibilité de fournir des emplois à notre population et de conserver, dans notre pays et dans nos provinces, une économie forte.

Je pense que les innovations comme le fonds de flexibilité en recherche et en commercialisation nous offrent de nombreuses possibilités à ce sujet, et nous en sommes bien contents.

Parmi les autres secteurs où le gouvernement fédéral a été vraiment utile, il y a... Nous avons connu quelques épidémies au cours des dernières années qui, au bout du compte, n'étaient pas des épidémies. Il y a eu l'anaplasmose et la brucellose. Dans le premier cas, nous avons eu quelques problèmes concernant l'enquête de l'ACIA. Mais grâce à la communication et grâce à l'aide de notre députée locale, Cathy McLeod, tout cela a finalement donné des résultats très positifs.

Par exemple, quand la brucellose a été détectée, puis qu'on a découvert que ce n'était pas, au bout du compte, la brucellose, notre attitude a un peu changé, et notre relation avec l'ACIA s'est améliorée.

Nous sommes maintenant aux prises avec la tuberculose en Colombie-Britannique, et cette fois, c'est bien vrai. Cependant, nos communications et notre capacité de collaborer avec l'ACIA sur le terrain ont été renforcées dans le cadre des deux événements précédents, et nous avons réussi à très bien réagir, et il s'agit donc là de certains des programmes qui nous aident véritablement à l'heure actuelle.

**Le vice-président (M. Malcolm Allen (Welland, NPD)):** Merci, monsieur Zimmer. Votre temps est écoulé.

Monsieur Valeriote.

**M. Frank Valeriote:** Merci, monsieur le président.

Je vais commencer par Mary.

Mary, merci. Je suis heureux de vous voir de nouveau. Je vous remercie aussi de votre franchise quand vous parlez de l'obligation morale de tenir compte de l'environnement et de la sécurité des aliments. Nous négligeons ces aspects. Il y a 10 p. 100 de la population du Canada qui vit de l'insécurité alimentaire et qui vit dans la pauvreté, et nous ne semblons même pas vouloir intervenir à ce sujet.

Vous m'avez aussi entendu parler plus tôt de notre propre groupe d'experts sur le soutien fédéral de la recherche-développement, qui a constaté que nos dépenses en recherche et développement ont constamment diminué d'année en année depuis 2006, à tel point que nous consacrons seulement 1 p. 100 de notre PIB aux dépenses opérationnelles de recherche et développement, par rapport à 1,6 p. 100 en moyenne dans les 34 autres pays de l'OCDE.

Et les choses ne s'améliorent pas. Le CRSNG a retiré les aliments de qualité et les bioproduits novateurs de sa liste de domaines cibles pour les subventions stratégiques, et le Réseau de centres d'excellence n'a pas, comme vous le savez, reconduit son financement pour le Réseau des aliments et des matériaux d'avant-garde, que l'on appelle aussi l'AFMNet. Je suis sûr que vous connaissez Rickey Yada, à Guelph.

Cette tendance me semble incroyable si l'on pense que l'on doit accroître notre production alimentaire de 70 p. 100 au cours des 40 prochaines années si nous voulons nourrir la planète.

J'aimerais donc savoir si vous pouvez nous dire si nous allons dans la mauvaise direction. Devrait-on faire demi-tour? Que devrait-on faire, d'après vous, pour que l'agriculture et l'agroalimentaire redeviennent une priorité pour les organismes subventionnaires?

• (1700)

**Mme Mary Buhr:** Demander à un chercheur et à un doyen s'il y a assez d'argent dans le système, c'est toujours... Je veux dire, il n'y en a pas assez, il n'y en a jamais assez. Nous devons toujours...

**M. Frank Valeriote:** Mais je parle de cette tendance.

**Mme Mary Buhr:** Je comprends. La tendance, particulièrement dans le système de science et de technologie du CRSNG, est à la baisse. Les changements apportés au système du CRSNG sont, à n'en pas douter, un problème pour nous.

En ce qui concerne le secteur de la science et de la technologie d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, les projets sont de plus en plus ciblés. Il s'agit d'un choix fait par AAC, et cela ne nous déplaît pas nécessairement. Les problèmes que nous rencontrons lorsque nous travaillons avec AAC sont exactement ceux mentionnés par un certain nombre d'autres personnes, à savoir les formalités administratives de plus en plus nombreuses, les difficultés liées à la mise en oeuvre des programmes, les changements fréquents et rapides, et le manque de prévoyance.

Pour répondre directement à votre question, ce que j'aimerais encourager, particulièrement dans le cadre de Cultivons l'avenir 2, c'est qu'AAC continue d'élargir son bassin de chercheurs, ce qui a été entrepris avec Cultivons l'avenir 1. De plus, il ne faut pas éliminer le programme de grappes. Il est vrai que nous avons eu beaucoup de problèmes avec ce programme, mais il s'agissait de problèmes de mise en oeuvre qui ne concernaient pas le programme lui-même. Au cours des deux premières années, lorsque l'on mentionnait le programme de grappes, les gens réagissaient très mal, mais on a surmonté les problèmes et on constate maintenant comment ces collaborations fonctionnent bien. Les gens ne veulent plus voir ce programme prendre fin. C'est pourquoi l'abolition d'AFMNet a été aussi problématique. Ce programme fonctionnait.

Réglons les problèmes, mais ne jetons pas le bébé avec l'eau du bain. Essayons de comprendre les problèmes, d'apprendre de nos erreurs, de prendre appui sur ce qui fonctionne et de maintenir le programme. Nous aimons beaucoup collaborer avec AAC en raison de ses liens stratégiques, de son intérêt pour la pratique et du pouvoir qu'il exerce sur les centres de recherche de tout le pays. Nous aimons travailler avec ses employés; ce sont de très bons partenaires.

Nous aimerions également qu'AAC joue un rôle plus direct dans la formation des diplômés et des techniciens, et réduise certaines des barrières, qui se dressent lorsque l'on veut entrer dans un immeuble d'Agriculture Canada pour collaborer avec ses représentants, comme les exigences élevées en matière de sécurité. Cela améliorerait beaucoup notre capacité de collaborer.

**M. Frank Valeriote:** Est-ce que j'ai le temps de poser une question à Kevin?

**Le président:** Vous avez seulement le temps de faire une déclaration; il vous reste moins de 10 secondes.

**M. Frank Valeriote:** Pourriez-vous me parler du désavantage concurrentiel associé à vos émissions de carbone? Croyez-vous que nous devrions mettre ce programme en oeuvre à l'échelle nationale pour établir des conditions équitables dans tout le Canada...

**Le président:** Peut-être pourriez-vous répondre à cette question dans vos prochains commentaires.

Je vais maintenant passer à M. Hoback. Vous avez cinq minutes.

**M. Randy Hoback (Prince Albert, PCC):** Merci, monsieur le président.

J'aimerais remercier les témoins d'être venus cet après-midi. Nous sommes toujours heureux de vous avoir parmi nous et de parler à des témoins qui ont une certaine crédibilité. Je pense que c'est merveilleux.

Je vais commencer par Mme Buhr. La dernière fois que nous nous sommes rencontrés, c'était un grand jour à Saskatoon. Le laboratoire de VIDO-InterVac ouvrait ses portes, et il y avait un invité spécial.

En ce qui concerne le financement de ce centre et le processus que vous avez dû mener à bien pour arriver là, passer d'une théorie, essentiellement, au bâtiment lui-même... avez-vous des conseils? Diriez-vous qu'il s'agit d'un processus que nous devrions envisager pour d'autres projets de la grappe? Ou y a-t-il des améliorations que nous pourrions apporter? Avez-vous un avis à ce sujet?

• (1705)

**Mme Mary Buhr:** Le centre de VIDO-InterVac a été financé conjointement par les gouvernements fédéral et provincial, de même que l'université. Il s'agit de recherches de niveau 3, ce qui nous permet d'étudier les maladies chez de gros animaux. Nous pouvons, par exemple, effectuer des recherches du niveau 3 sur des vaches. C'est très utile et important.

Encore une fois, avec tous les problèmes qu'il y a eu, il a fallu 10 ans pour mener le projet à bonne fin, mais la collaboration importante qui a découlé du fait qu'on a reconnu un besoin national est, sans aucun doute, un modèle que nous n'hésiterions pas à promouvoir. Il s'agit également d'un cas où l'on se dit: « Nous avons besoin d'un ou de plusieurs centres comme ça au Canada, et qui est le mieux placé pour réaliser cette vision? Mettons-le en place à cet endroit et assurons-nous que tout le monde y a accès. » L'esprit de collaboration qui a permis la construction du centre et l'accessibilité subséquente constituent un modèle très important.

**M. Randy Hoback:** Vous avez, en fait, abordé la question que j'allais justement soulever, à savoir l'aspect de la collaboration. En ce qui concerne la collaboration qu'il y a aujourd'hui entre les universités et le travail réalisé par les chercheurs des divers campus, et j'aurais aimé que le représentant de l'Université de Winnipeg soit en ligne actuellement pour pouvoir lui poser la même question — y a-t-il des choses que nous pourrions améliorer? Est-il important de le faire? Dans quelle mesure cette collaboration est-elle importante?



Y a-t-il des choses que nous pourrions améliorer à mesure que ces choses progressent?

**Mme Mary Buhr:** Les facultés d'agriculture des universités canadiennes travaillent mieux ensemble aujourd'hui que jamais, et la situation ne fait que s'améliorer. À notre avis, cela est très important.

Encore une fois, les programmes que vous mettez en oeuvre pour nous encourager à travailler de concert sont ceux qui fonctionnent le mieux. Dans la communauté agricole, nous apprécions les programmes qui permettent à Agriculture Canada, aux universités et à l'industrie de travailler de concert parce que cela nous enracine dans une grande réalité et favorise le type de dialogue dont nous avons besoin.

Il serait peut-être utile d'adopter le même type d'approche pour encourager un dialogue public. L'une des raisons pour lesquelles il n'y a pas beaucoup d'étudiants qui choisissent ce domaine à l'université en vue de travailler dans l'industrie est que l'agriculture n'est pas considérée comme un domaine très technique et une carrière très excitante pour l'avenir. Nous n'avons pas un problème d'image; notre problème, c'est que le public ne nous fait pas confiance. Il fait confiance aux agriculteurs, mais il ne fait pas confiance à l'agriculture. Il ne comprend pas l'importance de cette dernière. En établissant un partenariat avec l'industrie, les universités et les gouvernements aussi bien provinciaux que fédéral pour entamer un tel dialogue avec le public, cela permettrait à la vérité de sortir, et nous saurions ce que les gens ont besoin de savoir pour nous faire confiance. À mon avis, ce serait très utile.

**M. Randy Hoback:** Donc, vous avez raison de souligner la question de la confiance. Ce qui nuit beaucoup aux recherches et au travail que nous réalisons en vue de progresser dans ce domaine, c'est le fait qu'il y a des gens qui ont intérêt à miner cette confiance et qui ont des raisons économiques de le faire. Je reviens toujours au rôle du comité et du gouvernement. Il faut garantir un approvisionnement en aliments salubres et abordables. Je suis toujours un peu préoccupé lorsque les gens disent que le gouvernement ne fait pas son travail ou que les agriculteurs ne produisent pas des aliments salubres et abordables, puisque je sais que ce n'est pas le cas. Y a-t-il des choses que nous pouvons faire ou des stratégies que nous pouvons mettre en oeuvre afin de regagner la confiance du public?

**M. Kevin Boon:** C'est une question sempiternelle. Est-ce que c'est la méfiance qu'il faut combattre ou faut-il plutôt informer les gens?

À mon avis, nous avons créé un produit qui ne présente aucun danger, et les consommateurs et la société en sont venus à ne plus être prêts à accepter quelque risque que ce soit. Tout au long de l'histoire, il y a toujours eu un risque associé aux aliments. Maintenant, il semblerait que, du point de vue du public, aucun risque n'est acceptable.

Nous n'admettons aucunement les risques de maladie et nous voulons que nos produits présentent le moins de dangers possible, mais il faut bien comprendre qu'il y a toujours un élément de risque; c'est ça la vie.

Parfois, nous déployons de si grands efforts pour essayer d'éliminer tous les risques qu'il faut prendre du recul et comprendre que cela est impossible.

**Le président:** D'accord. Merci beaucoup.

Passons maintenant à M. Allen.

• (1710)

**M. Malcolm Allen:** Merci, monsieur le président, et merci aux deux témoins.

Madame Buhr, plus tôt, vous avez parlé de ce que j'appelle un facteur relatif au défi que nous devons réaliser d'ici 2050. L'un des facteurs dont vous avez parlé est la rareté de l'eau. Pourriez-vous nous parler non pas du problème lui-même, mais des recherches qu'il faut faire si cette situation se concrétise? Les végétaux ne poussent pas bien sans eau. Certains cactus ne s'en sortent pas trop mal, mais je ne sais pas s'ils sont comestibles. Je suppose que certains d'entre eux le sont, mais les plus épineux ne me semblent pas très appétissants.

Plutôt que de revenir avec une autre question, permettez-moi de vous demander ce qui suit. Vous avez parlé du flux de déchets. C'est quelque chose qui m'intéresse beaucoup. Il s'agit peut-être d'un des domaines les moins séduisants dans lesquels il faut encourager l'innovation et les recherches, mais il me semble — sans vouloir faire de jeu de mots — que la science et l'innovation pourraient en faire leurs choux gras.

Selon vous, quelles sont les mesures précises relatives à la recherche et au développement que nous devrions prendre concernant ces deux domaines?

**Mme Mary Buhr:** En ce qui concerne les plantes et les animaux, nous devons littéralement produire des espèces qui sont tolérantes à la sécheresse et qui ont besoin de moins d'eau. Nous pouvons le faire, si on nous encourage. Nous devons également améliorer les pratiques que nous avons mises en place pour réduire les pertes d'eau. Nous devons examiner, à mon avis — et je ne suis probablement pas la bonne personne pour vous parler de cela —, les règlements concernant l'irrigation et le captage d'eau dans un grand nombre de nos aquifères. L'eau a toujours été gratuite, et nous ne reconnaissons pas sa vraie valeur.

Encore une fois, nous devons nous préoccuper de la reproduction non seulement des plantes et des animaux que nous utilisons actuellement, mais également des plantes et des animaux indigènes qui ont peut-être une plus grande capacité naturelle de se développer en l'absence d'une grande quantité d'eau afin que nous puissions en faire davantage avec des ressources en moins grande quantité.

L'autre question que vous avez posée concernait les flux de déchets. Chaque facteur compte. Nous devons effectuer des récoltes plus efficaces afin de ne pas subir de pertes pendant ce processus; nous devons nous assurer que ce que nous récoltons est utilisé de la manière la plus complète possible. Actuellement, nous utilisons les graines de canola pour produire de l'huile, et le reste de la plante sert à fabriquer de la farine de canola et à nourrir les animaux. De la même manière, il y a probablement d'autres plantes et d'autres choses que nous devrions utiliser de manière plus entière afin de tirer profit de leur valeur sans, je le répète, priver le sol de son fourrage grossier.

Il y a beaucoup d'exemples de choses que nous devons faire à cet égard. Nous devons traiter les aliments de manière très efficace non seulement en préservant leurs qualités nutritionnelles, mais également en garantissant qu'ils répondent aux besoins des consommateurs en ce qui concerne le goût.

Il faut se préoccuper du traitement, du stockage et de la récolte. Ce sont les trois domaines les plus évidents dans lesquels l'on peut réduire les déchets à la source.

**M. Malcolm Allen:** À votre avis, en ce qui concerne ces trois domaines liés aux flux de déchets, réalisons-nous les recherches nécessaires pour nous attaquer au problème que vous avez décrit. Il semblerait que des solutions soient possibles sans que l'utilisation d'autres ressources soit nécessaire — qu'il s'agisse d'eau ou de terres arables — pour augmenter la production tout simplement en réduisant les pertes?

Dans le monde industriel, les résidus engendrent des coûts. Dans le monde de l'alimentation ou de l'agriculture, nous produisons beaucoup de déchets et pourtant, nous ne nous attaquons pas à ce problème comme s'il s'agissait d'un coût énorme. Cela est considéré comme une autre valeur ajoutée plutôt que comme un coût énorme à assumer. Il me semble que les mentalités doivent changer et que l'on doit commencer à considérer cela comme un coût énorme plutôt que comme un revenu potentiel.

• (1715)

**Mme Mary Buhr:** Laissez-moi vous donner deux exemples. L'Université de Guelph a passé des années à essayer d'obtenir les fonds nécessaires pour appuyer la technologie d'après-récolte, et je ne sais pas si elle a réussi. Personne ne s'y intéressait. Ce n'était tout simplement pas assez attrayant ni assez intéressant. Cela exige beaucoup de technologies, ce qui est onéreux et tout simplement pas si attrayant que ça.

Je dirais que, essentiellement, la communauté des chercheurs ne reçoit pas le soutien dont elle a besoin parce que ses projets ne sont pas assez attrayants.

Et puis, combien de nourriture est gaspillée dans un restaurant ou même, chez vous? Que faisons-nous avec cette nourriture? Nous en compostons peut-être une partie, mais le reste — la majeure partie — est brûlée. Et nous avons légiféré et déterminé qu'elle ne peut pas être utilisée pour nourrir des porcs en raison des risques liés à la santé. Eh bien, pourquoi n'examinons-nous pas les manières dont cette nourriture pourrait être utilisée pour produire davantage de nourriture? Y a-t-il une solution? Nous disons simplement: « Brûlez-la ».

**M. Kevin Boon:** Est-ce que je pourrais faire un commentaire sur la question des déchets?

**Le président:** Eh bien, nous avons pris beaucoup de retard, mais si vous êtes très bref, monsieur Boon, vous le pouvez.

**M. Kevin Boon:** Les déchets ne se limitent pas à la nourriture que nous gaspillons. Nous utilisons beaucoup de produits. Les plastiques agricoles en sont un, et nous les utilisons tous les jours pour couvrir et protéger les aliments pour animaux. Nous ne pouvons pas nous en défaire parce que nous n'arrivons pas à le nettoyer suffisamment pour que des organisations de recyclage les acceptent. Nous devons investir dans des domaines novateurs comme celui-là. Cela est sensé sur tous les plans, y compris sur le plan écologique.

**Le président:** L'une des questions dont nous n'avons pas vraiment parlé — et je n'ai pas de réponse à cet égard, mais nous n'avons pas pu convaincre le public, et c'est dommage — c'est le fait de produire moins de déchets plutôt que d'avoir à en gérer une si grande quantité. La quantité de nourriture qui est mise au rebut dans un restaurant me rend fou. Et les gens n'y pensent pas à deux fois. C'est tout simplement comme ça.

Passons maintenant à M. Lemieux pour cinq minutes.

**M. Pierre Lemieux:** Merci beaucoup, monsieur le président. Je vais laisser M. Payne faire un commentaire. Il avait quelque chose à dire à ce sujet.

**M. LaVar Payne (Medicine Hat, PCC):** Merci, Pierre, et merci, monsieur le président.

C'est un commentaire pour Mme Buhr. Lorsque vous avez parlé de l'eau, des eaux usées et de l'irrigation, si j'ai bien compris, vous avez dit que l'eau est gratuite. Je peux vous dire que, dans les Prairies, elle n'est pas gratuite. Tous les agriculteurs doivent payer leur eau d'irrigation. Merci.

**M. Pierre Lemieux:** Je vais être bref dans mes questions, monsieur le président. Je voulais discuter avec M. Boon.

Nous avons beaucoup parlé de grappes scientifiques avec divers témoins. Elles semblent être une bonne idée parce qu'elles regroupent des experts de l'industrie, des représentants du gouvernement et des scientifiques. Cependant, en écoutant vos commentaires, j'ai eu l'impression générale que vous n'étiez qu'un témoin externe de cela. Selon les commentaires que vous avez faits, je n'ai pas l'impression que vous vous considérez comme un intervenant dans ce processus.

Pourriez-vous nous dire quel est votre rôle dans ces grappes scientifiques? Je sais que la CCA reçoit six millions de dollars du gouvernement fédéral pour gérer une grappe scientifique; je sais que vous avez lancé certaines initiatives. J'imagine toutefois que la CCA consulte ses membres au sujet des domaines dans lesquels il faut faire une recherche, mais je voulais vous demander cela. Vous n'avez rien dit de précis, mais il y avait quelque chose dans votre ton de voix.

**M. Kevin Boon:** Vous êtes très perspicace, alors.

**M. Pierre Lemieux:** Peut-être.

**M. Kevin Boon:** Je ne me sens tout simplement pas à l'aise de me prononcer sur un programme auquel je ne participe pas activement.

Maintenant, en ce qui concerne la grappe scientifique, je devrais peut-être vous parler brièvement de mes antécédents. Je ne suis directeur général de la BC Cattlemen's Association que depuis deux ans. Avant cela, j'ai exploité un ranch en Alberta pendant 40 ans. J'ai joué un rôle mineur dans la mise en place de la grappe scientifique. Je n'ai pas participé aux projets entrepris dans le cadre de ce programme.

Il y a des représentants de notre province qui participent dans le cadre du Beef Cattle Research Council, et qui comprennent et savent ce qu'ils font. Comme nous sommes une grande industrie à l'échelle nationale, nous devons nous en remettre à eux et à l'organisation nationale. Cela dit, je sais très bien que si j'ai un problème avec l'un ou l'autre, je peux téléphoner aux personnes concernées, à Andrea ou à Reynold, et leur en parler; je sais qu'ils répondront franchement à toutes mes questions.

La recherche est un domaine — et en tant que producteur, je me considère comme profane en la matière — où souvent, il faut prendre du recul et ne pas trop intervenir parce que nous pourrions nuire aux résultats ou adopter une orientation qui n'est pas la bonne. La recherche doit être pure. Si nous souhaitons qu'elle produise les résultats voulus, nous devons limiter, le plus possible, les influences externes.

Je pense que quelqu'un y a fait allusion plus tôt en parlant des bailleurs de fonds. Parfois, il faut se préoccuper de la crédibilité. Souvent, si nous finançons un projet de recherche sur la salubrité des aliments, les consommateurs se diront: « Oh, ce sont les producteurs bovins qui l'ont fait. Qu'est-ce que ça donne? Ils ont des arrières-pensées. » Mais lorsqu'il y a une grappe et que tout le monde a un rôle à jouer, cela donne confiance aux gens. Cela rajoute de la crédibilité et favorise la responsabilisation. C'est quelque chose que j'encourage fortement.

L'autre avantage des grappes c'est qu'elles accroissent l'efficacité. Trop souvent, lorsque je siégeais à un comité, nous recevions les demandes de différents chercheurs qui essayaient tous d'accomplir la même chose. En regroupant tout le monde, nous pouvons garantir qu'il n'y a pas de dédoublement dans les recherches.

• (1720)

**M. Pierre Lemieux:** D'accord. Très bien.

Merci, monsieur le président.

**Le vice-président (M. Malcolm Allen):** Monsieur Atamanenko.

**M. Alex Atamanenko:** Merci. J'ignorais que j'avais droit à une question, monsieur le président. C'est si gentil à vous.

Tout d'abord, Kevin, j'aimerais que vous parliez un peu des travaux de recherche propres au secteur de l'élevage bovin. Je comprends mieux lorsqu'il s'agit de l'industrie céréalière et de la façon dont différentes choses sont mises au point, mais je ne vois pas précisément quel type de recherche doit être amélioré ou mené pour accroître votre productivité ou la qualité des bovins. Est-il précisément question de la reproduction des animaux?

Vous avez également parlé de l'alimentation des animaux. Devrions-nous en faire plus, par exemple, dans notre province pour définir le type de culture qui contribuerait à ce qu'on soit plus autosuffisant en Colombie-Britannique, pour notre industrie?

Je me demandais si vous pouviez seulement me donner une idée sommaire de ce que suppose la recherche dans le secteur de l'élevage bovin.

**M. Kevin Boon:** Bien sûr.

Ce qu'il faut savoir au sujet de la recherche, c'est que cette activité est englobante. Nous menons des travaux de recherche qui vont de l'étude de marché pour voir ce qui est plus accessible... Nous parlons de la proportion de nos déchets que nous envoyons en Colombie-Britannique ou au Canada et que — nous ne pouvons pas exporter vers certains de ces pays. Avant l'ESB, nous pouvions nous débarrasser d'une grande partie de nos abats, beaucoup de produits que nous considérons comme des déchets. Nous menons actuellement des travaux de recherche sur les basses-terres continentales pour voir si nous pouvons cibler les marchés asiatiques pour qu'ils utilisent un plus grand volume de ce produit.

Par ailleurs, on mène des travaux de recherche au sujet de la santé des animaux et des antibiotiques, de la résistance et de l'alimentation des animaux — en Europe, on érige des obstacles commerciaux à cause des facteurs de croissance. Nous savons que, avec les bons travaux de recherche scientifiques, nous pouvons démontrer hors de tout doute que cela ne pose aucun risque pour la santé. Toutefois, ces travaux scientifiques ne vont pas toujours aussi loin. Alors nous devons trouver des travaux de recherche qui détermineront ce que nous pouvons faire pour accroître notre productivité sans utiliser cela. Y a-t-il une façon naturelle de le faire et peut-on le faire par l'intermédiaire de la recherche sur la croissance des plantes?

Par le passé, notre centre de recherche à Kamloops était consacré à la recherche en zootechnie, mais, depuis, toute la recherche en zootechnie a été transférée à Lethbridge, et le gouvernement a centralisé les efforts. On fait maintenant de Kamloops un organe de recherche dans le domaine des pâturages. À mon avis, c'est une excellente décision. Les possibilités sont nombreuses à ce chapitre. Nous avons différentes évaluations qui nous permettent de tester différentes graminées. Nous pouvons observer les plantes envahissantes. Il y a tant de facteurs qui entrent en ligne de compte dans l'élevage d'un animal. Des soins des animaux — les bons outils de gestion, le bon équipement qui permet de le faire... Nous avons maintenant de l'équipement de surveillance et de soin qui, selon la recherche, permet de faire passer de façon efficace les bovins...

Qu'est-ce que la recherche? Temple Grandin en a fait couchée sur le dos au beau milieu d'un enclos à bestiaux, et c'était de la

recherche. Elle a révolutionné notre façon d'élever des bovins en Amérique du Nord. Des systèmes ont été créés par la suite.

Mais nous en avons besoin pour continuer à répondre aux exigences de la société. La plupart des pratiques anciennes — lorsque nous faisons sortir les boeufs, que nous les laissons brouter, qu'ils engraisaient et que nous les abattions — ne sont plus acceptables aux yeux de la société. Et la population est en croissance. Pour réussir, nous devons avoir les innovations et la technologie au rendez-vous et pouvoir appuyer tout cela sur la science.

• (1725)

**M. Alex Atamanenko:** Puis-je vous demander de parler précisément du cas de Kamloops? Je sais que nous avons eu une discussion sur Summerland avec d'autres gens. La capacité est-elle suffisante? Avons-nous besoin de plus de chercheurs? Avons-nous besoin de plus de gens qui travaillent dans le cadre de l'initiative liée aux pâturages? Je suis allé au centre. C'est assez impressionnant. Travaillent-ils à plein régime ou a-t-on besoin d'autres chercheurs?

**M. Kevin Boon:** Je dirais que, à l'heure actuelle, on a assurément besoin d'un plus grand nombre de chercheurs, pour la simple raison qu'on est à l'étape de la préparation. Sincèrement, nous ne sommes pas tout à fait certains de l'orientation du programme et de la façon dont il fonctionnera. C'est seulement depuis les derniers mois qu'il a pris cette direction. On s'assure toujours de consulter l'industrie, les universités et le Grasslands Conservation Council. Il y a un besoin très distinct dans ce secteur et une excellente occasion d'utiliser... Et, encore une fois, j'ai parlé des différences en Colombie-Britannique. Grâce à notre relief, comme vous le savez très bien, nous ne pouvons adopter les pratiques courantes que l'on utilise dans les Prairies.

Je dois aussi dire que l'atmosphère politique en Colombie-Britannique est peut-être un peu plus verte — je vais le dire comme ça. Nous sommes influencés par cette société, alors nous ne pouvons pas utiliser d'herbicides et de pesticides dans la même mesure. Par le passé, à ce centre de recherche, nous avons pu créer et élever des insectes « bios », qui ont été relâchés. Si je ne me trompe pas, c'étaient les centaurées que nous avons pu éliminer grâce aux insectes au départ. C'est ce genre de recherche que nous pouvons accomplir. C'est efficace; cela permet de s'en débarrasser. Cela augmente notre production, parce que nous nous débarrassons d'une mauvaise herbe nuisible qui envahit nos pâturages, mais notre façon de procéder nous est dictée par la société.

Au bout du compte, ces attitudes devront peut-être changer. Si nous avons trois milliards de personnes à nourrir dans les 50 prochaines années ou plus, cela revient aussi à cet élément de risque.

**Le vice-président (M. Malcolm Allen):** Merci, monsieur Boon.

Nous avons M. Storseth sur la liste, mais il n'est pas avec nous, alors j'aimerais savoir si M. Payne ou M. Sweet aimerait conclure l'exercice. Ça va? Je suis heureux de passer à M. Lobb. À vrai dire, il était après M. Storseth. M. Lobb aimerait-il prendre les dernières minutes?

**M. Ben Lobb:** Merci, monsieur le président.

Ma question s'adresse à M. Boon. L'année dernière, on a consenti un investissement aux fins de la traçabilité et d'un certain nombre de choses liées au système BIXS. Un commentaire que j'ai entendu des éleveurs bovins — pas tous, seulement quelques-uns — touche la question des étiquettes. Je me demandais si c'est quelque chose que vous observez aussi et si vous pouvez me dire si la question fait l'objet d'un examen aussi dans le cadre de ce programme.

**M. Kevin Boon:** Oui, et, à vrai dire, je vous demande pardon de ne pas m'être souvenu de celui-là; c'est l'un des plus récents lorsque vous parlez de la participation fédérale. Les étiquettes et la technologie sont d'énormes enjeux au chapitre de la traçabilité. Nous avons presque deux choses qui arrivent ici, dans le secteur de l'élevage bovin et l'industrie des productions animales au Canada, à savoir une demande accrue en matière de traçabilité, mais, en réalité, il est question de capacité de détection, d'une certaine façon. Il y a ce désir de connaître chaque endroit où a été vu l'animal, à chaque instant de sa vie. La technologie ne nous permet pas de faire cela.

Jusqu'à ce que nous puissions le faire, nous devons adopter l'approche fondée sur le bon sens pour aborder l'exercice. Certes, les étiquettes, à cause de notre environnement, posent certains problèmes — par exemple, le maintien en place: elles s'accrocheront après les ficelles autour des balles de foin si elles ne sont pas bien installées; elles s'accrocheront après les arbres. Nous devons comprendre que, tant et aussi longtemps que l'animal est à son lieu d'origine, tout va bien et il n'en a pas besoin. Nous devons faire confiance aux propriétaires et au fait qu'on mène des travaux de recherche. Le Canadian Cattle Identification Agency, dans le cadre d'un programme, fait des tests sur trois ans pour essayer d'accroître le maintien en place. Il y a également la lisibilité.

Je crois qu'une chose que j'aimerais faire valoir — et cela fait partie de ces travaux de recherche et développement —, c'est que nous obtiendrons de bien meilleurs résultats si nous arrivons à faire le lien avec une valeur sur le marché et dans notre chaîne de valeur. Nous pouvons utiliser cette petite étiquette maintenant et ce numéro d'IRF pour ajouter de la valeur, retracer certaines des données qui permettent de connaître les normes de vaccination, le fait qu'elles s'inscrivent dans un programme de validation des bovins, connaître le type d'alimentation de l'animal — est-il nourri à l'herbe, au grain, a-t-il consommé des hormones? Ces choses sont extrêmement importantes, et, si nous pouvons attribuer une valeur à cela, il n'y a plus lieu de se préoccuper du suivi de ces boeufs, car les grands éleveurs, les parcs d'engraissement et l'industrie de transformation le feront spontanément, parce qu'il y a de la valeur.

• (1730)

**M. Ben Lobb:** J'ai encore une dernière petite question — parce que notre temps s'écoule — au sujet des indices de conversion. J'ai soulevé la question dans le cadre de réunions antérieures aussi. Compte tenu du prix élevé des bovins — évidemment, tout le monde est assez heureux de voir où se situe le prix des bovins engraisés à l'heure actuelle. On est tout aussi malheureux devant le prix des

aliments qui permettront à l'animal d'atteindre ce poids. Alors, en ce qui concerne l'indice de conversion de l'efficacité alimentaire, pouvez-vous décrire au comité brièvement ce que vous avez vu jusqu'à maintenant dans le domaine de la recherche et l'orientation que prend cette recherche?

**M. Kevin Boon:** Certainement. Il y a à coup sûr des choses différentes, comme les additifs chimiques et les facteurs de croissance qui contribueront à la conversion. Il y a aussi la génétique. Des travaux de recherche sont constamment en cours pour déterminer quelles caractéristiques génétiques offrent un meilleur rapport et quels aliments offrent un meilleur rapport.

Nous nous attaquons à un problème dont la solution ne se rattacherait pas nécessairement à la conversion. Nous devons nous pencher sur la raison pour laquelle ces aliments coûtent de plus en plus cher et pourquoi les autres prix grimpent aussi. À l'heure actuelle, au chapitre du prix des aliments pour animaux, nous sommes en concurrence avec le secteur de l'énergie pour un produit alimentaire. Pour alimenter notre bovin au grain, nous devons concurrencer le secteur des biocombustibles à l'heure actuelle. Alors, nous devons nous assurer que, lorsque nous mettons sur pied des programmes comme celui-ci... C'est merveilleux pour le producteur de céréales, et je ne voudrais jamais mettre de frein à l'agriculture, mais quels sont les meilleurs grains?

Ce matin, j'écoutais les exposés présentés par les exploitants de ferme laitière devant le comité sénatorial chargé de l'agriculture, qui examine des questions comme celle-ci, et il était question des betteraves à sucre et de la canne à sucre — qui offrent un rendement du capital investi de loin supérieur. Alors, assurons-nous que, si nous prenons des mesures, premièrement, nous veillons à utiliser le bon produit pour produire l'éthanol et, deuxièmement, nous ne subventionnons pas un secteur au détriment d'un autre. Je crois que c'est un élément extrêmement important qu'il faut garder à l'esprit à mesure que nous avançons: en produisant l'éthanol et les biocombustibles, nous devons nous demander ce que nous faisons de l'autre côté et quelle en est l'importance et quel en est le coût.

**Le vice-président (M. Malcolm Allen):** Merci beaucoup. Notre temps est écoulé, et la dernière heure a été intéressante. Merci à Mme Buhr et à M. Boon.

Je remercie les membres du comité de leur temps et de leurs questions.

Comme le dirait M. Miller, nous avons fini. La séance est levée.







**POSTE  MAIL**

Société canadienne des postes / Canada Post Corporation

Port payé

Postage paid

**Poste-lettre**

**Lettermail**

**1782711  
Ottawa**

*En cas de non-livraison,  
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

*If undelivered, return COVER ONLY to:*  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5

Publié en conformité de l'autorité  
du Président de la Chambre des communes

### PERMISSION DU PRÉSIDENT

---

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

---

On peut obtenir des copies supplémentaires en écrivant à : Les  
Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
<http://publications.gc.ca>

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à  
l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of  
the House of Commons

### SPEAKER'S PERMISSION

---

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

---

Additional copies may be obtained from: Publishing and  
Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
<http://publications.gc.ca>

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the  
following address: <http://www.parl.gc.ca>